



**LA DÉCISION  
DU MINISTÈRE  
DE L'ÉDUCATION  
NON-TENUE** p.3

COUP D'ENVOI HIER DIMANCHE DES ÉPREUVES DU BACCALAURÉAT

# Ouadjaout annonce des recrutements sur titre conformément à la loi



©Fateh Guidoum / PPAgency

Le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Ouadjaout, a assuré, hier dimanche à Alger que toutes les conditions, matérielles, sanitaires et psychologiques sont réunies pour un déroulement idéal de cet examen du baccalauréat, session 2021. «Le baccalauréat reste un examen normal de fin d'année même, si à cause de la situation sanitaire, il se déroule dans des conditions exceptionnelles», a affirmé le représentant du Gouvernement, insistant, au passage, sur la nécessité d'accorder un intérêt majeur à l'encadrement sanitaire, surtout dans le contexte de l'épidémie du Coronavirus (Covid-19) et appelant à intensifier le contrôle sanitaire et à veiller à assurer aux élèves le transport scolaire et des repas chauds, de même que des structures sportives et de loisirs.

p.3

## NOUVELLE APN : INITIATIVE POUR UN GROUPE DE SOUTIEN AU PRÉSIDENT TEBBOUNE

p.2



OCTROYÉ  
À DE FAUX  
INVESTISSEURS  
**L'Etat récupère  
son foncier  
industriel  
non exploité**

p.2

ALGERAC PRÉVOIT D'ATTEINDRE 160 LABORATOIRES  
DE CONTRÔLE ACCRÉDITÉS, DÉBUT 2022



**La gestion  
de qualité fait  
toujours défaut,  
beaucoup reste  
à faire !**

p.4

## Médias

### L'Algérie et l'Égypte conviennent d'une coordination sur les intérêts communs

Le ministre de la Communication, Porte-parole du Gouvernement, Ammar Belhimer, a convenu avec le président du Conseil supérieur égyptien de régulation des médias, Karam Gabr, au Caire, d'une coordination médiatique entre les deux pays sur les questions d'intérêt commun.



## Baccalauréat 2021

### Djerad exprime ses vœux de réussite à tous les candidats

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a exprimé, samedi sur son compte Twitter, à la veille des épreuves du Baccalauréat, ses vœux de réussite à tous les candidats.



## Guelma

### 120 personnes victimes d'intoxication alimentaire

Pas moins de 120 personnes de tous âges ont été victimes d'une intoxication alimentaire collective, dans la nuit de samedi à dimanche, lors d'une fête de mariage dans la commune d'Héliopolis (wilaya de Guelma), a-t-on appris dimanche auprès de la cellule de communication de la wilaya.

Octroyé à de faux investisseurs

# L'Etat récupère son foncier industriel non exploité

**Une superficie globale de 6.040 hectares a été récupérée après l'annulation, par décision de justice, des actes de concession, pour non réalisation des travaux après une durée légale et non recours à des procédures administratives pour les entamer ou renoncer au droit de concession au bénéfice d'autrui.**

Selon le ministère de la Justice, les tribunaux administratifs ont statué, durant la période allant de mai dernier à juin en cours, sur 85 jugements relatifs à l'accapement illégal des biens immobiliers publics. «Vu les requêtes soulevées par le ministère des Finances portant annulation des actes de concession en raison de la violation par leurs titulaires de leurs engagements contractuels, les tribunaux administratifs ont rendu, en mai dernier et avril courant, 85 jugements portant récupération d'une superficie globale de 6.040 hectares (plus de 60 millions de mètres carrés), portant le total des terres récupérées à 8034 hectares (plus de 80 millions de m<sup>2</sup>)», a précisé le ministère de la Justice dans un communiqué. En mars dernier, un communiqué du ministère de la Justice avait fait savoir que dans le cadre de la lutte contre la corruption et le détournement des biens publics, les tribunaux administratifs à travers tout le territoire national, avaient statué jusqu'au 21 mars 2021 dans 835 affaires ce qui avait permis la récupération d'une superficie de 19.940.000 m<sup>2</sup> soit 1.994 hectares. Les jugements portaient sur l'annulation de contrats de concession. Il s'agit essentiellement du foncier industriel. A la fin février de cette année, le Président Abdelmadjid Tebboune avait ordonné lors d'un Conseil des ministres qu'il a présidé, la récupération de toutes les assiettes de foncier industriel attribuées mais non exploitées. Les observateurs avaient noté que, du temps de la 'issaba (le gang), le foncier industriel était octroyé sans aucune étude ni respect des conditions juridiques et exigences économiques, à des affairistes avec la complicité de hauts fonctionnaires. Le foncier industriel a toujours été la proie de certains opérateurs intéressés par sa transformation en terrain pour la construction et la spéculation immobilières plus rentables et avec



Les clauses inscrites dans les contrats de concession stipulent que l'accès au terrain est conditionné par la réalisation du projet. (Photo: DR)

un «retour sur investissement» nettement plus rapide qu'un investissement industriel créateur d'emplois et de richesses pour le

pays. Dans les projets de certains affairistes véreux, le rachat au dinar symbolique d'entreprises publiques présentées comme non

rentables par les responsables complices, était destiné à faire main basse sur l'assiette foncière. Le phénomène de la spéculation (achat avec les facilités offertes par l'Etat et revente au «prix du marché», d'où une différence considérable empochée par l'opérateur délinquant) avait pris de l'ampleur au détriment de l'investissement, parce qu'il permettait un enrichissement, certes illicite, mais très rapide. Des spécialistes avaient relevé que plusieurs terrains situés au niveau des zones industrielles, des actifs excédentaires des entreprises publiques économiques, ainsi que des actifs résiduels des entreprises dissoutes avaient été attribués sans qu'ils ne soient exploités. Des terrains, ont-ils souligné, sont devenus l'objet de négociations perfides et illégales. Les terrains changeaient de mains systématiquement faisant l'objet de spéculation.

Les clauses inscrites dans les contrats de concession stipulent que l'accès au terrain est conditionné par la réalisation du projet. Mais, des bénéficiaires de ces terrains ont vendu illégalement les actes de cession. Le problème du foncier industriel concerne toutes les régions du pays Cette opération se faisait par le passé sur la base de simples rapports superficiels, loin de toute étude objective.

Certains bénéficiaires avaient même loué des terrains à d'autres opérateurs. Selon certains observateurs, des indus occupants de vastes terrains ne disposaient d'aucun document tel que titre de propriété ou de concession.

## Nouvelle APN

### Initiative pour un groupe de soutien au Président Tebboune

Les formations politiques commencent à envisager la phase qui suit les élections législatives du 12 juin 2021. C'est le cas du parti El-Hisn El-Matine, qui a obtenu 27 sièges, dont le président Yacine Merzougui a annoncé samedi le lancement d'une initiative visant à former, au sein de la prochaine Assemblée populaire nationale (APN), un groupe de députés indépendants et des formations politiques pour soutenir le Président Abdelmadjid Tebboune dans la gestion de la prochaine phase.

Ce parti «œuvrera à parvenir à un minimum de consensus avec les partis politiques à l'effet de composer un groupe de soutien au président de la République dans la gestion de la prochaine phase», a indiqué Yacine Merzougui lors d'un point de presse qu'il animait à Staoueli (Alger Ouest). A ce titre, il a proposé «des solutions techniques aux problèmes soulevés dans différents domaines», estimant que «la Déclaration du 1<sup>er</sup> Novembre constituera le seul référent pour ce rassemblement». Présent à cette conférence, le président du Front de la bonne gouvernance (FBG), Aissa Belhadi a, quant à lui, salué l'initiative de la rencontre de concertation qui a regroupé certains partis politiques avec le bloc d'indépendants en vue de trouver «une feuille de route à même de préparer la prochaine phase en imprimant une nouvelle dynamique à l'action de l'APN». Aissa Belhadi a également estimé que cette initiative se voulait «un terrain d'entente» entre son parti qui a obtenu trois sièges et les indépendants, ajoutant que «tous les efforts seront focalisés sur la préservation de la Oumma et le renforcement du front national interne en vue de sauvegarder la stabilité du pays».

Présent à cette rencontre en sa qualité de président du bloc d'indépendants lors du précédent mandat à l'APN, le président de Sawt Echaab, Lamine Osmani, a indiqué que «son parti est un partenaire dans le dialogue sur l'avenir du pays», saluant à ce propos cette initiative qui, dira-t-il, contribuera à «l'émergence d'une nouvelle scène politique qui repose sur le dialogue responsable et le débat constructif, afin de changer les mentalités et mettre un terme au boycott populaire lors des prochaines échéances électorales». On sait que dans la nouvelle APN, les indépendants et les petits partis seront incontournables pour la constitution d'une majorité. La performance réalisée par les listes des indépendants a constitué l'élément nouveau et sans doute celui qui traduit le mieux l'évolution de la scène politique nationale. En fait, les indépendants ont bénéficié du sentiment de rejet de la classe politique et du vote sanction des électeurs.

Lakhdar A.

## REPÈRE

### Forum d'Antalya sur la diplomatie

#### M. Boukadoum participe à deux débats

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a pris part samedi à une séance-débat sur la «région MENA : vers un agenda durable», dans le cadre de la première édition du Forum d'Antalya sur la diplomatie organisé en Turquie, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

Le ministre a saisi cette occasion pour présenter l'expérience algérienne et ses initiatives visant la promotion de solutions pacifiques et politiques aux crises, insistant sur l'impératif de dépasser la méthode traditionnelle de gestion des conflits en œuvrant à la réunion des conditions propices pour les résoudre de manière définitive. Par ailleurs, le chef de la diplomatie algérienne a participé à une deuxième séance-débat sur la coopération économique entre l'Afrique et la Turquie, où il a appelé, dans son intervention, à établir un partenariat équilibré préservant les intérêts des deux parties, mettant en avant les réformes économiques initiées par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune en vue d'améliorer le climat d'investissement et encourager les investissements étrangers, précise la même source.

Le ministre a également tenu, en marge de ces travaux, des rencontres bilatérales avec des opérateurs économiques turcs dont ceux activant en Algérie ainsi qu'avec ses homologues issus de nombre de pays dont le Gabon, le Kenya, Madagascar, la Libye, le Cameroun, la Turquie, l'Azerbaïdjan, la Pologne et la Malaisie, conclut le communiqué.

APS

Dernièrement, un ancien wali, poursuivi dans une affaire de corruption, a été condamné à une peine de 4 ans de prison ferme assortie d'une amende d'un million DA pour octroi d'indus avantages dont un contrat de concession, en violation de la législation et de la réglementation en vigueur, dilapidation de biens publics, abus de fonction, trafic d'influence et bénéfice d'avantages indus lors de la passation de marchés en usant de l'influence d'agents dans différentes instances.

Lakhdar A.

Voir sur Internet  
[www.lnr.dz.com](http://www.lnr.dz.com)

## Coup d'envoi hier dimanche des épreuves du baccalauréat Ouadjaout annonce des recrutements sur titre conformément à la loi

**Le ministre de l'Education nationale, Mohamed Ouadjaout, a assuré, hier dimanche à Alger que toutes les conditions, matérielles, sanitaires et psychologiques sont réunies pour un déroulement idéal de cet examen du baccalauréat, session 2021.**

«Le baccalauréat reste un examen normal de fin d'année même, si à cause de la situation sanitaire, il se déroule dans des conditions exceptionnelles», a affirmé le représentant du Gouvernement, insistant, au passage, sur la nécessité d'accorder un intérêt majeur à l'encadrement sanitaire, surtout dans le contexte de l'épidémie du Coronavirus (Covid-19) et appelant à intensifier le contrôle sanitaire et à veiller à assurer aux élèves le transport scolaire et des repas chauds, de même que des structures sportives et de loisirs. S'exprimant en marge du coup d'envoi aux épreuves de cet examen donné à partir du lycée Boushaba de Douéra, à l'Ouest d'Alger, le ministre de l'Education nationale a, à l'occasion, rendu hommage à la communauté éducative pour la qualité, exceptionnelle, de la présente année scolaire du fait de la propagation de l'épidémie du Coronavirus (Covid-19). Indiquant, au passage,



■ Ouadjaout : «Le ministère a opté cette année pour le recrutement sur titre conformément à la loi». (Photo : D.R)

que les enseignants contractuels pourront participer au prochain concours de recrutement sur la base de l'expérience et du diplôme.

«Le ministère a opté cette année pour le recrutement sur titre conformément à la loi», a précisé Mohamed Ouadjaout, faisant savoir que la chance sera donnée aux enseignants contractuels de participer à ce concours en tenant compte de l'expérience et du diplôme.

La veille de cet examen du baccalauréat, session 2021, le ministère de l'Education nationale avait assuré que toutes les conditions étaient réunies pour un bon déroulement des épreuves, appelant, à l'occasion, les élèves à faire preuve de vigilance et de sens de responsabilité en ne se laissant pas influencer par les publications, les sujets ou les corrigés

types fictifs relayés sur les réseaux sociaux en vue de les déconcentrer et porter atteinte à la crédibilité du baccalauréat.

Non sans rappeler que cet examen de fin du cycle secondaire, se tient dans des circonstances exceptionnelles pour la deuxième année consécutive, affirmant que toutes les conditions ont été réunies pour assurer la réussite de ce rendez-vous qui intervient, a-t-il rappelé, au lendemain de l'annonce des résultats de l'examen de fin de cycle primaire, la cinquième.

Plus de 731,000 candidats étaient attendus hier matin à travers les 2.528 centres d'examens répartis sur tout le territoire national pour subir les épreuves du baccalauréat dans des conditions sanitaires, exceptionnelles, du fait de la propagation de l'épidémie du Coronavirus (Covid-19). Selon

l'Office national des examens et concours (Onec), le nombre des candidats à passer cet examen prévu du 20, soit hier dimanche, au 24 juin courant, est de 731.723 dont 459.545 candidats scolarisés, 180.833 garçons et 278.712 filles, et, 272.178 candidats libres 140.099 garçons et 132.079 filles. En plus, a noté la même source, de 5.084 détenus qui se présenteront aux épreuves de cet examen. Soit, a relevé l'Onec, une hausse de 59% par rapport à la précédente session de 2020.

«Il s'agit de 4.977 détenus et de 107 détenues répartis à travers 47 établissements pénitentiaires agréés par le ministère de l'Education nationale comme centres d'examen», a observé la même source.

Rabah Mokhtari

### Reconduction des mesures du confinement

## Cinq wilayas ne sont plus concernées

Le Gouvernement d'Abdelaziz Djerad a décidé, hier, sur instruction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, de réaménager et de proroger de vingt et un jours le confinement partiel à domicile de minuit jusqu'au lendemain à 4h00 du matin dans 14 wilayas du pays, au lieu de 19. Cette modification rentre en vigueur à compter d'aujourd'hui lundi 21 juin, dans le cadre du dispositif de gestion de la crise sanitaire liée à la pandémie du Coronavirus (Covid-19), a-t-on indiqué dans un communiqué des Services du Premier ministre, rendu public hier dans la matinée.

«En application des instructions de Monsieur le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, Chef Suprême des Forces Armées, ministre de la Défense nationale et au terme des consultations avec le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus (Covid-19) et l'autorité sanitaire, le Premier ministre Abdelaziz Djerad a décidé des mesures à mettre

en œuvre au titre du dispositif de gestion de la crise sanitaire liée à la pandémie du Coronavirus (Covid-19)», a souligné la même source.

La mesure de confinement partiel à domicile est applicable dans les quatorze wilayas suivantes : Laghouat, Batna, Béjaïa, Blida, Tébessa, Tizi-Ouzou, Alger, Sétif, Sidi Bel-Abbès, Constantine, M'Sila, Ouargla, Oran et Boumerdès. Le confinement a été levé pour les cinq wilayas suivantes : Adrar, Jijel, El Oued, Tipasa et Touggourt.

Ne sont pas concernées par la mesure de confinement à domicile les quarante-quatre wilayas suivantes : Adrar, Chlef, Oum El-Bouaghi, Biskra, Béchar, Bouira, Tamenghasset, Tlemcen, Tiaret, Djelfa, Jijel, Saïda, Skikda, Annaba, Guelma, Médéa, Mostaganem, Mascara, El Bayadh, Illizi, Bordj Bou-Arréridj, El Tarf, Tindouf, Tissemsilt, El Oued, Khenchela, Souk Ahras, Tipasa, Mila, Aïn Defla, Naâma, Aïn Temouchent, Ghardaïa, Relizane, Timimoun, Bordj Badji-Mokhtar, Ouled Djellal, Beni

Abbès, In Salah, In Guezzam, Touggourt, Djanet, El Meghaier et El Meneâ.

«S'inscrivant toujours dans l'objectif de préserver la santé des citoyens et à les prémunir contre tout risque de propagation du Coronavirus (Covid-19) et soutenue par la démarche basée sur la prudence, la progressivité et la flexibilité, ces mesures visent, au regard de l'évolution de la situation épidémiologique, à adapter le dispositif actuel de protection et de prévention», a précisé le communiqué des services du Premier ministre. Cependant, «les walis peuvent, après accord des autorités compétentes, prendre toutes mesures qu'exige la situation sanitaire de chaque wilaya, notamment l'instauration, la modification ou la modulation des horaires, de la mesure de confinement à domicile partiel ou total ciblé d'une ou de plusieurs communes, localités ou quartiers connaissant des foyers de contamination», a conclu le communiqué.

Djamila Sai

#### INTERNET

**Perturbation du flux Internet durant les horaires des épreuves du BAC**

### La décision du ministère de l'Education non-tenue

La décision de ne pas bloquer le réseau Internet durant les épreuves de l'examen du baccalauréat qui se tient depuis hier dimanche, annoncé, vendredi par le ministère de l'Education nationale, n'a pas été suivie d'effet, a-t-on constaté. La cellule de vigilance technique devant contrôler les divers sites électroniques et réseaux sociaux notamment Facebook et débusquer et identifier les responsables de fuites de sujets durant les épreuves de l'examen du baccalauréat qui se tient depuis hier dimanche, mise en place par le département de Mohamed Ouadjaout n'a pas empêché la coupure du service internet comme cela se faisait depuis cinq ans à pareille période. Pour éviter que les nouvelles technologies de l'information et de la communication puissent être utilisées à des fins de triche. Hier au premier jour de cet examen de fin d'année scolaire, le flux d'Internet aux horaires des examens, a connu des perturbations. Les réseaux sociaux – notamment Facebook, Twitter et WhatsApp – étaient inaccessibles, et Internet était perturbé dans tout le pays. Comme durant ces cinq dernières années, de nombreux internautes s'étaient ainsi plaints de cette mesure qui se répète depuis quelques années. «La décision du Gouvernement de couper le flux d'Internet aux horaires de cet examen du baccalauréat nuit aux activités économiques du pays. Il aurait été plus judicieux de contrôler les centres d'examen que de couper Internet pour tout le monde», ont-ils déploré. Reprochant aux pouvoirs publics leur incapacité à sécuriser les épreuves de cet examen comme il se doit. D'autres internautes estiment que les pouvoirs publics se doivent de repenser ce procédé afin de remédier à cette erreur d'appréciation. Il est temps, disent-ils, de définir les responsabilités au lieu de pénaliser tout le monde durant la période de cet examen du baccalauréat. L'année dernière, le président de l'Association de protection et d'orientation du consommateur et de l'environnement (Apoce), Mustapha Zebdi, avait appelé les pouvoirs publics à trouver des solutions définitives à cette coupure d'Internet aux horaires de cet examen du baccalauréat selon, avait-il dit, un calendrier arrêté entre le ministère de l'Éducation et celui des Postes et des Technologies de l'information et de la communication (TIC). Jugeant cette situation inadmissible. «L'Apoce a reçu des centaines de milliers de plaintes provenant de simples citoyens et même d'entreprises», avait-il révélé, estimant que les coupures volontaires pour sécuriser un examen national pénalisent les usagers et les entreprises, leur portant un préjudice financier et moral.

R.M.

#### BRÈVE

### Examen de fin de cycle primaire

#### Un taux national de réussite de 83,95%

Le ministère de l'Education nationale a annoncé samedi que le taux national de réussite à l'examen de fin de cycle primaire pour la session 2021 avait atteint 83,95%. Dans un communiqué rendu public samedi, le ministère a fait savoir que «les résultats de l'examen de fin de cycle primaire pour la session 2021, qui ont atteint 83,95% comparativement à ceux enregistrés lors de la session 2019, affichent une amélioration de 0,64%, en dépit des circonstances exceptionnelles de scolarisation durant l'année scolaire 2020/2021». Selon le ministère, voici les résultats complets enregistrés à l'examen :

- Nombre de candidats inscrits : 853.385
- Nombre de candidats présents : 850.431
- Nombre des admis : 713.975
- Taux national de réussite : 83,95%
- Nombre de passants avec mention : 615.030 avec un taux de 86,14 %.
- Les admis à l'examen se répartissent selon les mentions obtenues comme suit :
- Mention excellent : 130.150 avec un taux de 18,23 %.
- Mention très bien : 189.130 avec un taux de 26,49 %.
- Mention bien : 164.377 avec un taux de 23,02 %.
- Mention assez bien : 131.373 avec un taux de 18,40 %.

Pour ce qui est des élèves de la 5<sup>e</sup> année primaire admis à la 1<sup>ère</sup> AS, leur nombre s'élève à 792.291 avec un taux de passage de 93,16 %.

Agence

Algerac prévoit d'atteindre 160 laboratoires de contrôle accrédités, début 2022

## La gestion de qualité fait toujours défaut, beaucoup reste à faire !

L'Organisme algérien d'accréditation (Algerac), dont l'activité est étendu au secteur des Mines vise à «atteindre au début de l'année prochaine 160 organismes d'évaluation de la conformité (OEC), communément appelés laboratoires de contrôle de la qualité, accrédités par Algerac», a annoncé, hier, son président, Nouredine Boudissa, lors de son passage sur les ondes de la radio algérienne, Chaîne III.

Ces organismes jouent un rôle important dans l'économie et la société et constituent une reconnaissance formelle de la compétence des entreprises à effectuer des activités spécifiques, conformes et certifiées par les organismes concernés. Le problème de conformité et de contrôle technique des productions a toujours été posé par les spécialistes du domaine qui pointe l'absence de coordination, d'organisation du marché national, mais aussi le manque de laboratoires d'accréditation et de la compétence qualifiée. Des défaillances qui ont eu un impact négatif sur le secteur économique productif, sur la consommation, mais aussi sur les perspectives de promouvoir un commerce extérieur solide et conforme. M. Boudissa a, en effet, admis que le «nombre des OEC n'est pas suffisant pour répondre à une politique de contrôle et de vérification de toutes les activités, mais les laboratoires de contrôle de la qualité accrédités, ont l'avantage, malgré leur insuffisance en nombre, de couvrir toutes les filières de l'activité économique»,



Le problème de conformité et de contrôle technique des productions a toujours été posé par les spécialistes du domaine qui pointe l'absence de coordination. (Photo : DR)

a-t-il souligné. Il a salué l'attention particulière que portent les autorités à son organisme, estimant que «l'Algerac sera au rendez-vous pour satisfaire la demande des pouvoirs publics», mettant en avant les enjeux économiques et sécuritaires que «représentent l'accréditation dans certaines activités d'inspection et de contrôle».

Désormais, les entreprises économiques ont besoin, plus que jamais, de certifier leurs activités et d'adapter leurs produits aux normes internationales pour pouvoir exporter leur production vers d'autres marchés. L'intégration de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) ouvre de nouvelles opportunités aux investisseurs et producteurs algériens désireux de commercialiser leur marchandises vers les pays africains. Cependant, pour vendre ses produits, le pays devra revoir certaines conditions

relatives au commerce extérieur telles que la suppression des barrières commerciales qui doivent reposer essentiellement sur la confiance et la certitude que les services et les produits commercialisés sont conformes et respectent les exigences spécifiques applicables.

Ces exigences doivent être définies et fixées par le législateur pour éviter que la marchandise ne soit refoulée, alors que l'objectif de l'Algérie actuellement et de tirer meilleur profit des échanges commerciaux avec les pays africains et même européens.

Pour atteindre cet objectif, l'Algérie a besoin des organismes d'accréditation pour évaluer les avantages économiques des normes au niveau local et international afin de faciliter son intégration internationale pour l'accès des entreprises économiques publiques et privées. Le prési-

dent d'Algerac a mis l'accent, d'ailleurs, sur l'importance de «multiplier ces laboratoires et donner la priorité à certaines filières que nous considérons comme étant sensibles, comme l'agro-alimentaires et les produits agricoles», a-t-il noté.

Devenu prioritaire, le secteur minier récemment intégré dans les activités à contrôler, M. Boudissa a indiqué que «près de 400 organismes publics et privés de contrôle de la qualité, doivent être impérativement accrédités préalablement par Algerac pour prétendre à un agrément du ministère des Mines, pour pouvoir réaliser des actions d'inspection dans le secteur».

«Nous avons déjà reçu les premières demandes, quelques unes ont déjà été satisfaites», a-t-il souligné, estimant qu'il y a là «un double objectif : le premier c'est de s'assurer de la capacité de nos laboratoires à contrôler ce que nous importons de l'étranger», grâce à l'accréditation d'Algerac, et «le deuxième c'est d'attester de la conformité des produits importés afin de les autoriser à rentrer sur le marché national».

Revenant sur l'authenticité et valeur des accréditations de l'Algerac, M. Boudissa a assuré que «grâce à une reconnaissance obtenue auprès de l'organisme d'accréditation européenne (European co-operation for Accreditation, EA), tout document, tout certificat remis par Algerac à des organismes d'inspection et de contrôle, a un ancrage à l'international, donc opposable à l'international». Le marché algérien gangrené par l'informel a besoin de plus de contrôle et de rigueur pour asseoir une économie solide et surtout produire des produits de qualité, appréciés à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Le chemin est encore long.

Samira Takharboucht

### INFRACTIONS

Bilan du ministère du Commerce

### Près de 2.751 infractions commerciales constatées

Le nombre total des commerçants inscrits au niveau du Centre national du registre de commerce (CNRC) s'élève à «2.164.037, dont 1.948.805 personnes physiques et 215.332 personnes morales», a indiqué le ministère du Commerce, avant-hier, précisant que plus de «1,4 million de commerçants avaient obtenu les registres de commerce électroniques sur le total des commerçants inscrits au niveau (CNRC) avait dépassé 2,1 millions». Le bilan a, également, résumé les différentes mesures spéciales prises par les pouvoirs publics dans le cadre de soutien au commerce extérieur.

Par ailleurs, le nombre d'infractions commises, durant le premier semestre, selon son bilan, est estimé à près de «2.751 infractions constatées, donnant lieu à 740 propositions de fermeture».

Depuis le début de la pandémie, il y a une plus d'une année, le ministère du Commerce intensifie le contrôle et la surveillance des commerces, notamment, réfractaires. Il a enregistré dans le cadre de ces opérations plus de «194.237 interventions effectuées jusqu'au 31 mai dernier», précisant que «le nombre des espaces commerciaux ayant respecté le protocole sanitaire avait atteint 191.657 (98,67%) alors que 2.580 autres n'ont pas respecté ces mesures de préventions (1,33%)». Ces interventions s'inscrivent dans le cadre de renforcement des mesures de contrôle sur les marchés et les commerces dans le but de faire respecter les mesures de prévention contre la propagation du Coronavirus (Covid-19), selon le même document.

Plusieurs autres activités ont été soumises à des contrôles rigoureux, à l'instar de celle des importations des biens «destinés à la revente en l'état a été assujettie à un cahier des charges, de la création d'un fichier national des opérateurs activant dans le domaine de l'importation des biens destinés à la revente en l'état, et de la mise en place d'un mécanisme de suivi et d'analyse des programmes d'estimation de ce type d'importation, en sus de la création d'un mécanisme de rationalisation des importations des matières premières et des marchandises», explique la même source. Cette démarche a permis d'encadrer davantage cette activité et de se focaliser encore plus sur la promotion de l'exportation afin de réduire le déficit de la balance commerciale. D'ailleurs, «plusieurs mesures, dont notamment la finalisation de l'élaboration du document relatif à la stratégie nationale de l'exportation et la création d'un fichier national des exportateurs hors hydrocarbures», ont été prises par les autorités afin de soutenir l'activité de l'exportation. Selon ce bilan, ces décisions ont permis «de façon sensible à l'augmentation des exportations hors hydrocarbures qui ont atteint, durant les quatre premiers mois de l'année en cours, 1,4 milliard USD contre 694 en 2020, soit une croissance de 64%, dans ce cadre». Ces mesures ont contribué, aussi, à la baisse notable «du déficit de la balance commerciale durant les cinq premiers mois de l'année en cours, avec un taux de 67% comparativement à la même période de l'année 2020 (déficit de 1,2 milliard USD contre 3,8 milliards USD)», note le même document.

Samira Tk

### Ministère du Commerce

## Rezig fixe les conditions d'exporter les produits du terroir

Le ministère du Commerce a annoncé, samedi, dans un communiqué, l'autorisation pour les exportateurs et les opérateurs économiques d'exporter les produits de terroir, tels que le fric, dioul, mermez et différents types de pâtes alimentaires et ce, à la condition que la matière première utilisée ne soit pas subventionnée par l'Etat.

Le département de Kamel Rezig explique, dans son communiqué, que «l'annonce de ces mesures est intervenue après l'étude élaborée par le groupe de travail technique qui a regroupé les secteurs du Commerce, d'Industrie et d'Agriculture autour du thème d'exportation des produits agro-alimentaires dérivés et dont des matières premières subventionnées entrent dans leur composition». Le même communiqué a précisé que ces «autorisation ont été décidées par le groupe technique, avec un souci total de respecter la condition relative à ce que les produits destinés à l'exportation ne reçoivent aucun remboursement du budget de l'Etat».

Le ministère a, par ailleurs, indiqué à ce propos qu'il a été autorisé l'exportation des produits de terroir, comme le fric, dioul et mermez, et ce, conformément aux tarifs dou-

niers fixés. Il a été également autorisé d'exporter les produits agro-alimentaires dérivés ou ceux dont les matières premières subventionnées entrent dans la composition, comme les différents types de pâtes alimentaires, le couscous, la semoule et la farine, à condition que l'exportateur prouve que la matière première utilisée dans la production des produits destinés à l'exportation, a été importée par lui ou acquise du marché local (production nationale).

L'autre condition est qu'elle n'influe nullement sur l'approvisionnement régulier du marché national, et ce, «en soumettant les opérateurs économiques activant dans ce domaine à un engagement visé par les services de commerce de wilayas et les services des douanes relevant du même territoire», a-t-on détaillé dans le même document.

A ce sujet, le ministère a indiqué qu'il sera procédé à la mise en place d'un mécanisme de calcul du différentiel entre le prix réel et le prix subventionné du blé par les services de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (Oaic), dans le cadre d'une commission sectorielle technique commune, en vue de verser le différentiel, à savoir le prix réel importé

par les opérateurs économiques exportateurs. En dernier, le communiqué a fait savoir qu'il a été, dans le même contexte, autorisé d'exporter les produits agro-alimentaires produits selon le mécanisme du régime douanier «admission temporaire en vue d'améliorer la fabrication dans la production et l'éti-quetage».

Il faut savoir que les exportations algériennes hors hydrocarbures pourraient atteindre les 5 milliards de dollars (USD) d'ici fin 2021, d'après ce qu'a indiqué récemment le SG du ministère du Commerce, Redouane Allili. S'exprimant en marge de la cérémonie d'ouverture du 1<sup>er</sup> Salon import-export inter africains (IMPEX 2021), M. Allili avait affirmé que «les exportations algériennes hors hydrocarbures pourraient atteindre les 5 milliards USD d'ici fin 2021, malgré les effets de la pandémie sur l'activité économique».

«En dépit des conséquences de la crise sanitaire du Covid-19, nous avons pu multiplier les actions d'exportations hors secteur des hydrocarbures, ce qui nous permettra de réaliser un montant entre 4,5 à 5 milliards USD d'ici la fin de l'année», avait-il précisé.

Djamila Sai

**INFO EXPRESS**

Baccalauréat 2021

**5.084 détenus attendus dimanche prochain**

Le ministère de la Justice a indiqué jeudi dans un communiqué que 5.084 détenus se présenteront aux épreuves du baccalauréat 2021, à partir de dimanche prochain, soit une hausse de 59% par rapport à la précédente session. Conformément aux instructions du ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Belkacem Zeghmati, le directeur général de l'Administration pénitentiaire et de la réinsertion, Saïd Zreb, donnera le coup d'envoi des épreuves du baccalauréat (session juin 2021) pour les détenus des établissements pénitentiaires à partir de l'établissement de rééducation de Batna (Hamla). Selon le communiqué du ministère, 5.084 détenus se présenteront aux épreuves du baccalauréat 2021, soit une hausse de 59% par rapport à la précédente session (2020). Il s'agit de 4.977 détenus et de 107 détenues répartis à travers 47 établissements pénitentiaires agréés par le ministère de l'Éducation nationale comme centres d'examen. 4.911 détenus passeront les épreuves du baccalauréat dans la filière des lettres et philosophie, 18 dans la filière des langues étrangères, 8 en mathématiques, 72 en sciences expérimentales, 71 en gestion et économie, trois (3) en génie électrique et un (1) détenu dans la filière de génie des procédés. Supervisées par l'Office national des examens et concours (ONEC), les épreuves de cet examen seront encadrées par des enseignants du secteur de l'Éducation, conformément aux dispositions de la convention conclue entre le ministère de la Justice et celui de l'Éducation nationale. Durant l'année 2020-2021, «un total de 35.922 détenus ont poursuivi des études dans différents cycles, dont 2.8917 détenus ayant suivi des cours à distance, 52 dans l'enseignement supérieur et 6.953 dans l'alphabétisation». Les candidats ont suivi des cours de soutien sous la supervision de 1.061 encadreurs, en préparation des examens de fin d'année.

Agence

Commercialisation de drogue

**Arrestation de plusieurs individus et saisie d'une quantité de comprimés de psychotropes et de kif traité**

**Poursuivant les opérations dans le cadre de la lutte impitoyable contre les réseaux criminels impliqués dans le trafic de psychotropes, les brigades de recherche et d'intervention (BRI) et de lutte anti-stupéfiants relevant de la Sûreté de Oum El-Bouaghi, en coordination avec les éléments de l'ANP ont pu démanteler un réseau criminel spécialisé dans la commercialisation de la drogue.**



L'affaire a été traitée en date du 9/6/2021 et suite à l'exploitation des informations crédibles faisant état que des individus originaires de la wilaya de Guelma à bord de deux (2) véhicules touristiques ont conclu une transaction pour l'achat de la drogue dans la ville de Aïn Beïda. Après des investigations approfondies et une souricière mise en place, l'opération s'est soldée par l'arrestation de 3 narcotrafiquants âgés de 27 et 37 ans. La fouille minutieuse des 2 véhicules a permis aux enquêteurs la découverte de

4.515 comprimés de psychotropes de marque Prégabline. Présentés récemment devant les instances judiciaires, les 3 mis en causes doivent répondre de leurs actes pour les chefs d'inculpation, détention de la drogue, crime de contrebande internationale de produits pharmaceutiques périmés qui porte atteinte à la santé publique, activité illégale et utilisation de véhicule. Dans la même journée, les éléments de la brigade et de la répression du

banditisme de Oum El Bouaghi, dans une opération similaire, sont parvenus à neutraliser un réseau criminel spécialisé dans la commercialisation de drogue composé de 5 individus à bord de 2 véhicules touristiques dans la ville de Oum El Bouaghi en possession de 4 plaquettes de kif traité d'un poids de 353 grammes, une somme d'argent provenant de la vente de la drogue et une arme blanche (un couteau).

A. Remache

**INFO EXPRESS**

**Oum El-Bouaghi 13.926 candidats pour les épreuves du baccalauréat**

Selon la direction de l'éducation de la wilaya de Oum El Bouaghi, tous les moyens ont été mis en œuvre pour assurer le bon déroulement des épreuves du baccalauréat «session 2021». Ainsi, 13.926 candidats dont 4.048 candidats libres seront appelés à subir cet examen dès ce dimanche, et ce jusqu'au 24 juin 2021 à travers 51 centres d'examen de la wilaya. A cet effet, plus de 4.000 encadreurs entre observateurs, surveillants, médecins psychologues et infirmiers seront mobilisés pour la prise en charge des élèves. A signaler que les lycées Ferhati H'mida de Oum El Bouaghi, Lakhdar Boukeffa d'Aïn Beïda et Haddad Akila d'Aïn M'lila seront réservés pour la correction de cet examen du baccalauréat. Pour rappel, le pourcentage du baccalauréat durant l'année 2020 a atteint 42,26% dans la wilaya de Oum El Bouaghi.

A.Remache

**Sidi Bel-Abbès : 34 kg de kif saisis et six suspects arrêtés**

La police de Sidi Bel-Abbès a réussi un grand coup à l'occasion du rendez-vous électoral du 12 juin 2021. En effet, une quantité très importante de kif, d'un poids de 34 Kg, a été interceptée avant son écoulement. Les mis en cause ont saisi l'occasion de la journée électorale, croyant échapper à la vigilance des policiers, selon un communiqué de la cellule de communication et des affaires générales. Un mauvais calcul. La Sûreté de wilaya a mobilisé, ce jour, un nombre de 3.000 policiers pour accompagner cette journée et sécuriser toute la ville, avec brigades mobiles, des équipes pédestres et des tournées programmées et d'autres inopinées dans les quartiers

renommés pour leur taux de criminalité. Les suspects ont été surpris en flagrant délit dans des véhicules de transport de marchandises. À première vue, selon la source, c'était juste des aliments à usage de consommation. Les suspects ont cru réussir à échapper à la vigilance des policiers. La marchandise fut cachée dans des boîtes d'aliment, de façon, à donner l'impression de transporter des produits alimentaires. Les suspects ont été arrêtés et présentés devant le tribunal pour répondre de leurs actes.

Djillali Toumi



**SOS**

Mme Attalah Kheira, âgée de 41 ans, victime d'un accident d'explosion qui a déformé sa main droite avec des brûlures du 3<sup>ème</sup> degré, doit subir une intervention d'esthétique. Par cet appel, elle demande aux âmes charitables de bien vouloir l'aider afin de subir cette intervention.

MOB : 0799 54 78 67  
CCP : 170 280 18 clé 90

**Demande d'aide financière**

Jeune homme, âgé de 20 ans, nécessite une intervention chirurgicale urgente, demande une aide financière aux âmes charitables.

Dieu vous le rendra.

*Allah Le Tout Puissant vous le rendra.*  
MOB : 06 74 48 82 94

**Demande d'aide financière**

Homme, sans revenu, handicapé, diabétique, marié, demande à toute âme charitable de lui venir en aide financièrement afin de lancer un petit projet (vendeur ambulancier) pour pouvoir subvenir aux besoins de ses enfants.

*Allah Le Tout Puissant vous le rendra.*  
MOB : 0782519683

Sahara occidental

# La France impliquée dans la perpétuation du dernier fait colonial en Afrique

**La France qui soutient le Maroc au Sahara occidental, est impliquée dans la perpétuation du dernier fait colonial en Afrique, a déploré récemment le représentant du Front Polisario en France, Mohamed Sidati.**

«L'implication de la France permet de perpétuer le dernier fait colonial en Afrique», a déclaré le représentant sahraoui au cours du «Mois décolonial» qui se tient à Grenoble durant tout le mois de juin. M. Sidati s'exprimait au cours d'une table ronde animée par le militant altermondialiste Patrick Farbiaz.

Le diplomate a dénoncé l'appui logistique en armement apporté par la France au Maroc pour «la poursuite de la guerre au Sahara occidental» ainsi que son «soutien politique à l'expansionnisme marocain».

«La France a couvert toutes les turpitudes du régime de Rabat, pour lui éviter l'isolement et la condamnation, notamment au Conseil de Sécurité de l'ONU», a-t-il rappelé. «Avec son droit de veto, elle a obtenu du Conseil qu'il n'adopte pas l'attribution d'un mandat de surveillance des droits de l'homme à la MINURSO, la mission de paix de l'ONU sur le terrain», a ajouté le diplomate sahraoui au cours de cet événement qui a réuni à Grenoble les peuples palestinien, sahraoui et kurde.

«On vit aujourd'hui les retombées de cette politique néfaste dans l'ensemble de notre région», a enchaîné Mohamed Sidati, relevant que «la stratégie d'annexion et d'agression menée par le Maroc avec le soutien tacite de la France, a conduit à la reprise de la guerre au Sahara depuis le 13 novembre dernier».

Il a estimé que «le temps est venu pour la France de reconsidérer sa politique préjudiciable pour le peuple sahraoui et pour tous les peuples de la région. Il y va de sa crédibilité et de son intérêt», a-t-il dit à ce propos.

M. Sidati a indiqué que le régime marocain «réagit violemment, par les pressions et le chantage, à l'encontre des pays européens qui ne reconnaissent pas sa forfaiture et son fait accompli au Sahara occidental, en particulier contre l'Espagne, avec la tentative de submerger Ceuta et Melilla par des milliers de migrants, notamment des mineurs marocains».

Mais n'«a rencontré que réprobation de la part des institutions européennes, notamment du Parlement européen», qui récemment condamné l'utilisation par le Maroc de la migration comme moyen de pression politique sur l'Espagne.

«Rendre justice au peuple sahraoui qui lutte depuis des lustres pour son autodétermination et son indépendance contribuera à la stabilité du Maghreb», a indiqué Mohamed Sidati, expliquant que cette



lutte s'«inscrivait totalement dans la ligne de la défense africaine des principes d'autodétermination et d'indépendance dans le respect des frontières acquises à l'indépendance».

De son côté, le militant altermondialiste Patrick Farbiaz a rappelé que le peuple sahraoui luttait contre «l'occupation et le colonialisme». «C'est pourquoi, bien que son sort relève de la responsabilité des Nations unies, un soutien indéfectible lui est dû, et ce d'autant plus que la France est engagée aux côtés du régime marocain d'occupation du Sahara occidental», a soutenu Patrick Farbiaz.

**«La position de Madrid n'a pas changé et ne changera pas»**

Le secrétaire d'Etat espagnol chargé de la promotion de l'image extérieure de l'Espagne, Manuel Muniz, a affirmé mercredi que la position de Madrid sur le Sahara occidental n'a pas changé et ne changera pas, malgré les relations très tendues avec le Maroc et la pression qu'il exerce sur l'Espagne pour pousser ce pays à reconnaître sa prétendue souveraineté sur les territoires sahraouis.

Au cours de sa visite de deux jours à Berlin, M. Muniz a souligné que la position espagnole dans ce conflit est «connue et constante, inchangée depuis des décennies, en plus d'être parfaitement encadrée dans les résolutions du Conseil de sécurité et dans le consensus international».

«Nous soutenons depuis le début la demande du Conseil de sécurité des Nations unies, celle de mener un dialogue entre les parties sahraoui et marocaine sur le statut de la région sous l'arbitrage de la Minurso (Mission des Nations

unies pour l'organisation du référendum au Sahara occidental)», a-t-il affirmé à l'agence de presse espagnole EFE. «C'est notre position. Elle n'a pas changé et ne changera pas», a-t-il soutenu. Le Secrétaire d'Etat a également indiqué que l'Espagne souhaitait la nomination d'un nouvel envoyé spécial de l'ONU pour le Sahara occidental, un poste vacant depuis que l'Allemand Horst Köhler a quitté ses fonctions en mai 2019 en raison de problèmes de santé.

L'Allemagne, un pays qui a également connu une crise diplomatique avec le Maroc en raison de sa position sur le Sahara occidental, «partage la même position de l'Espagne», a-t-il précisé.

La ministre espagnole des Affaires étrangères, Arancha Gonzalez Laya, avait déclaré que «l'Espagne était toujours fermement attachée à une solution politique, une solution qui doit être trouvée dans le cadre des Nations unies». «C'est la position espagnole (...) cette position ne peut changer parce que l'Espagne est un pays respectueux de la légalité internationale», a-t-elle ajouté. Depuis quelques mois, les relations entre Madrid et Rabat sont tendues, l'Espagne accusant le Maroc, notamment d'employer différents moyens de pression et de chantage afin de pousser à reconnaître sa prétendue souveraineté sur le Sahara occidental. La récente admission, dans un hôpital espagnol, du président sahraoui, Brahim Ghali en avril dernier a compliqué davantage les relations entre les deux pays, lorsque 8.000 migrants ont rejoint en mai dernier l'enclave espagnole de Ceuta depuis le Maroc, à la faveur d'un relâchement des contrôles marocains. La ministre

espagnole de la Défense, Margarita Robles, a accusé le Maroc d'avoir instrumentalisé des centaines de mineurs pour traverser les frontières après l'afflux dans l'enclave de Ceuta de milliers de migrants, qualifiant l'épisode d'«inacceptable».

En réponse à ce geste, le Parlement européen a adopté jeudi dernier, à une large majorité une résolution dans laquelle il a rejeté l'utilisation par le Maroc de migrants mineurs non accompagnés, comme moyen de pression sur l'Espagne.

**APLS : de nouvelles attaques contre les sites des forces de l'occupation marocaine**

Les unités de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) ont mené de nouvelles attaques intenses contre les retranchements des forces de l'armée d'occupation marocaine dans des points distincts le long du mur du sable (mur de la honte), a indiqué, mercredi, le communiqué militaire n 217 du ministère sahraoui de la Défense. Selon le communiqué rapporté par l'Agence de presse sahraouie (SPS), «des unités avancées de l'APLS ont bombardé, mardi, les retranchements des forces d'occupation dans les deux zones Rous Benamira et Oudi Ezziyet dans le secteur de Farsia». Mercredi, les unités de l'armée sahraouie ont également ciblé les retranchements des forces de l'occupation dans la zone Oudi Becherarek dans le même secteur, a ajouté la même source. Les attaques de l'APLS se poursuivent contre les forces d'occupation qui subissent de lourdes pertes humaines et matérielles le long du mur de la honte (mur de sable), conclut le communiqué.

Dr. Leonid Savin :

# «Toute attaque contre est une attaque indirecte

Interview réalisée par Mohsen Abdelmoumen

**L**eonid Savin est un analyste géopolitique, rédacteur en chef de Geopolitica.ru (depuis 2008), fondateur et rédacteur en chef du Journal des affaires eurasiennes (eurasianaffairs.net) ; chef de l'administration du «Mouvement eurasien» international. Ancien rédacteur en chef du site et du magazine Katehon (2015 – 2017). Directeur de la Fondation pour le suivi et la prospective du développement des espaces culturels-territoriaux (FMPRKTP). Membre de la société militaro-scientifique du ministère de la Défense de Russie. Auteur de nombreux ouvrages sur la géopolitique, les conflits, les relations internationales.

**Mohsen Abdelmoumen : Dans votre livre «Coaching & conflicts», vous évoquez le concept de guerre hybride. Pouvez-vous expliquer ce concept de guerre hybride à notre lectorat ?**

**D<sup>r</sup> Leonid Savin :** La première utilisation connue du terme «guerre hybride» remonte à 1998 dans un article de Robert Walker intitulé «Spec Fi : the United States Marine Corps and Special Operations» (le corps des Marines des États-Unis et les opérations spéciales) où l'auteur qualifie la guerre hybride de cette manière : «La guerre hybride est celle qui se trouve dans les interstices entre la guerre spéciale et la guerre conventionnelle. Ce type de guerre présente des caractéristiques à la fois du domaine spécial et du domaine conventionnel, et nécessite une extrême souplesse pour assurer la transition opérationnelle et tactique entre le domaine spécial et le domaine conventionnel».

Plus tard, le concept de guerre hybride a été promu dans l'article de James Mattis et Frank Hoffman publié en novembre 2005. Les deux auteurs sont des officiers de marine professionnels et James Mattis a ensuite occupé le poste de secrétaire à la Défense des États-Unis. Il s'agissait de courts textes de 2 pages centrés sur l'expérience de l'Afghanistan et de l'Irak où les forces américaines sont intervenues quelques années auparavant. Le récit principal portait sur les méthodes irrégulières – terrorisme, insurrection, guerre sans limite, guérilla, ou coercition par des groupes de narco-criminels exploitant la perte de contrôle de l'État en faillite. Les auteurs ont déclaré que ces méthodes se développent et se perfectionnent, et qu'elles constitueront un défi pour les intérêts américains en matière de sécurité à l'échelle mondiale.

Plus tard, Frank Hoffman a développé ce concept dans son essai «Le conflit au XXI<sup>e</sup> siècle : La montée des guerres hybrides» publié en 2007. L'idée principale était qu'au lieu de séparer des adversaires ayant des approches fondamentalement différentes (conventionnelles, irrégulières ou terroristes), il existe des rivaux qui emploieront toutes les formes de guerre et de tactique, peut-être simultanément. Les documents officiels

et les stratégies de l'armée américaine utilisés dans ce travail ont également inventé le terme «hybride» et le mélange de tactiques traditionnelles et non traditionnelles ainsi que de technologies simples et sophistiquées également mentionnées. Frank Hoffman a fait valoir que les menaces hybrides englobent toute une gamme de modes de guerre différents, y compris des capacités conventionnelles, des tactiques et des formations irrégulières, des actes terroristes, y compris la violence et la coercition aveugles, et des désordres criminels. Les guerres hybrides peuvent être menées à la fois par des États et par divers acteurs non étatiques.

Le commandement des forces conjointes américaines a adopté le concept de menaces hybrides en 2009 pour mettre l'accent sur tout adversaire qui utilise simultanément et de manière adaptative un mélange sur mesure de moyens ou d'activités conventionnels, irréguliers, terroristes et criminels dans l'espace de combat opérationnel. Au lieu d'être une entité unique, une menace ou un adversaire hybride peut être composé d'une combinaison d'acteurs étatiques et non étatiques.

Plus tard en 2014, Hoffman a écrit «tout adversaire qui emploie simultanément un mélange adapté d'armes conventionnelles, de tactiques irrégulières, de terrorisme et de comportement criminel dans le même temps et le même espace de combat pour atteindre ses objectifs politiques» et a noté que les menaces hybrides sont une construction développée par le corps des Marines il y a dix ans.

L'OTAN a également mis l'accent sur les menaces hybrides au cours de la dernière décennie. L'article de la Revue de l'OTAN publié en 2014 stipule que «les conflits hybrides impliquent des efforts à plusieurs niveaux visant à déstabiliser un État en fonctionnement et à diviser sa société».

Pour moi, la guerre hybride est un concept ouvert avec différents éléments. Le droit, par exemple, est un nouvel aspect du conflit non cinétique visant à «utiliser le droit comme une arme pour manipuler les paradigmes juridiques».

**Les ONG et les médias, ce qu'on appelle le «Soft Power», ne sont-ils pas devenus des armes redoutables dans ces guerres qui se mènent contre les peuples et pour l'intérêt de l'oligarchie mondiale qui dirige le monde ?**

Ils sont et ont été actifs de cette manière depuis des décennies (y compris à l'époque de la guerre froide). Toutes les ONG et les médias ne sont pas impliqués dans ce processus, mais surtout de puissants géants occidentaux tels que Endowment for Democracy, Republican Institute, Institute of Peace, etc. De nouvelles institutions comme CANVAS ou des groupes spécifiques comme les Casques blancs sont également des outils d'intervention directe ou indirecte. Dans la plupart des cas, les armes four-

nies par ces ONG ou par les gouvernements servent à justifier des décisions politiques, y compris des sanctions économiques et des agressions militaires. De nombreux milliardaires ont soutenu les efforts de ces fondations et ont créé leurs propres fondations (comme Pierre Omidyar ou les familles Rockefeller et Soros).

Il en va de même pour les médias – le New York Times et le Washington Post ainsi qu'une coalition de différents blogueurs engagés et de projets spéciaux ont un cadre politique très clair. Les grands médias sont détenus par certains groupes financiers ou entreprises. Les petits médias sont utilisés comme une tactique d'essaimage pour les mêmes objectifs. Davantage d'articles-opinions impliquent une image des intérêts des peuples et un choix démocratique. Mais il est très facile de suivre le moment où une nouvelle publiée par une agence ou une télévision et qui a commencé à se répandre immédiatement reflète une activité synchronisée dirigée à partir d'un centre.

Les réseaux sociaux comme Facebook, YouTube et Twitter servent ces actions – en imposant la censure et l'interdiction des points de vue alternatifs et en promouvant un point de vue consensuel sur la manière de contrôler les communications et les flux d'informations. Nous voyons donc l'effet d'un monopole bien organisé dont les architectes prétendent contrôler et influencer le monde entier.

**On parle beaucoup de Georges Soros dans le financement des ONG impliquées dans les «révolutions» de couleur et le «printemps» arabe, mais vous évoquez également d'autres hommes d'affaires «philanthropes» qui seraient impliqués dans ces déstabilisations sans être connus. Ne pensez-vous pas que Georges Soros n'est que la pointe apparente de l'iceberg ? Ce qui est caché n'est-il pas plus effrayant encore ?**

George Soros a été un pionnier avec son Open Society. Il est partisan de l'idéologie proposée par Karl Popper qui était critique à l'égard des idées de Platon et de nombreux philosophes. En fait, l'approche de Popper semble très faible. Mais Soros a commencé à développer ses idées mêlées à la politique contemporaine. Après l'effondrement de l'Union soviétique, il a présenté son activité comme une assistance aux peuples des anciennes Républiques soviétiques pour construire une société plus prospère. Dans de nombreux cas, les bénéficiaires sont simplement intéressés par l'obtention de ses subventions et ne se soucient pas des idées de société ouverte. Ils ont agi comme une organisation parapluie et ont fourni des fonds pour différentes raisons. Puis, après des années, ses idées et ses actions ont été soigneusement analysées et reconnues comme dangereuses pour la souveraineté et la sécurité nationale dans de nombreux

pays. Même dans certains États de l'UE, son activité a été reconnue comme illégale.

Mais ses fonds sont si importants que Soros a un vaste groupe d'agents au Parlement européen ainsi que dans les gouvernements de nombreux pays.

Il y a également davantage de personnes et d'organisations qui font un travail similaire dans de nombreux domaines. On peut citer le Turc Fetullah Gullen, qui a construit son propre réseau d'influence dans les pays d'Asie centrale et des Balkans. Ses adeptes se sont infiltrés dans les structures gouvernementales, les grandes entreprises et les organisations internationales. Il se sent à l'aise en vivant aux États-Unis et les tentatives du président turc Tayyip Erdogan pour l'extrader en Turquie n'ont aucun résultat. Bill Gates avec sa fondation et ses projets est une autre personne qu'il faut mentionner. Les insectes génétiquement modifiés et les micropuces spéciales implantées dans le corps humain sont deux des projets les plus scandaleux de Microsoft qui pourraient avoir un impact mondial.

La liste de ces personnes est très vaste. De l'Ukraine et de la Moldavie jusqu'aux îles offshore et aux pays de l'Asie-Pacifique, nous pouvons trouver de nombreux oligarques liés à l'Occident et servant de passerelles dans l'intérêt de l'Occident.

Devrions-nous analyser leur activité dans le contexte du renseignement, des opérations d'influence et de la sécurité nationale ? Je pense que oui.

Même en Occident, les gens commencent à avoir peur de ces groupes et à prêter attention à l'insurrection ploutocratique – nouveau terme spécifique proposé par un analyste militaire américain pour décrire le phénomène des oligarques qui peuvent déclencher des conflits à plusieurs niveaux contre les États et leur propre peuple. Il est très possible que nous puissions être confrontés à sa manifestation juste avant et pendant les élections de novembre aux États-Unis.

**Comment expliquez-vous l'hostilité de l'Union européenne à l'égard de la Fédération de Russie et le maintien des sanctions à son égard ?**

C'est à la fois illogique, irrationnel et contraire aux intérêts naturels des pays européens. Il y a deux grands problèmes avec les politiciens de l'Union européenne :

- 1) l'inertie face à l'influence américaine et l'empressement à suivre tout ordre de Washington ;
- 2) les groupes néolibéraux permanents ayant pour objectif la domination économique sur le peuple et l'expansion. Mais en raison des spécificités structurelles de l'UE et des mécanismes de prise de décision, certains membres de l'UE qui sont critiques à l'égard de ces actions ne peuvent pas agir indépendamment et doivent suivre un programme commun.

## un allié russe contre la Russie»



Un autre contexte est l'histoire. D'un point de vue historique, nous pouvons mentionner les tentatives des puissances européennes pour conquérir la Russie – Napoléon au 19<sup>e</sup> siècle et Hitler au 20<sup>e</sup> siècle ne sont que les exemples les plus significatifs. On peut y ajouter l'idée du caractère exceptionnel et de la supériorité. L'idée de racisme est un produit européen. Même Karl Marx, avec son idée de solidarité entre les classes ouvrières du monde entier, a parlé de la nécessité de lutter contre la Russie dans le cas d'une guerre germano-russe. Cela signifie la nation d'abord, pas la classe!

L'intégration européenne a également besoin de moteurs. Parce que le nationalisme de chaque pays ne peut pas être utilisé pour une politique d'intégrité et peut conduire à des contradictions, un autre élément du nationalisme est utilisé – l'ennemi extérieur. Si nous analysons les discours et les textes des politiciens européens, de nombreux marqueurs sont utilisés pour l'Autre – la Russie, la Chine, l'Iran, les pays musulmans (Islam), y compris la Turquie, qui cherchent l'Union européenne depuis des décennies. Ils ont essayé de formuler un cadre différent pour la politique de voisinage, mais cela semble être un outil d'expansion de toute façon.

**Les troubles que connaît la Biélorussie ne ciblent-ils pas en réalité la Russie ? Ne pensez-vous pas que là aussi il y a un soft power, des médias, des ONG et des cercles occultes qui sont à l'œuvre pour déstabiliser non seulement la Biélorussie mais la Fédération de Russie ?**

Toute attaque contre un allié russe (la Biélorussie est un véritable allié, pas un partenaire, car nous avons l'État de l'Union de la Russie et la Biélorussie est un membre actif de l'Union écono-

mique eurasiennne ainsi que de l'OTSC [ndlr : Organisation du traité de sécurité collective]) est une attaque indirecte contre la Russie. Toutes les allégations des politiciens occidentaux de ne pas s'immiscer dans les affaires de la Biélorussie sont des positions hypocrites, car ils le font ouvertement et sont intéressés à miner la souveraineté de ce pays.

La Pologne et la Lituanie sont les principaux acteurs de la déstabilisation de la Biélorussie. Mais les États-Unis ont également été impliqués parce qu'ils voulaient détruire l'Union économique eurasiennne. La République tchèque et l'Ukraine ont joué des rôles complémentaires.

Dans un certain sens, c'était une erreur du président Loukachenko d'avoir autorisé les activités pro-occidentales dans son propre pays. Des actions subversives ont été planifiées pendant des mois et l'activisme des médias et des ONG a été parrainé par l'Occident. Maintenant, les dirigeants de la Biélorussie comprennent leurs propres erreurs. En raison de son charisme personnel et de sa volonté politique, ainsi que de l'unité des services de l'armée et de la sécurité, Loukachenko n'a pas répété le parcours de Viktor Ianoukovitch qui a perdu l'Ukraine et est parti.

**Comment expliquez-vous la sinophobie et la russophobie ambiantes dans les cercles de décision aux États-Unis et en Europe ? Les Occidentaux ne sont-ils pas toujours dans la guerre froide ?**

Le célèbre défenseur de l'exceptionnalisme et de l'impérialisme américain Brooks Adams, dans son livre «The New Empire» publié en 1902, parle de la nécessité d'empêcher la création de toute union entre la Russie, l'Allemagne et... la Chine ! Aujourd'hui, la Russie et la

Chine entretiennent de bonnes relations et se considèrent comme une arrière-cour stratégique dans un éventuel conflit militaire avec les États-Unis. Imaginons ce qu'il serait possible de faire si l'Allemagne rejoignait cette «alliance» ! Pour une politique atlantiste réussie, l'Allemagne devait être sous le contrôle des États-Unis. La montée des régimes pro-américains en Europe centrale s'inscrit dans la même logique. Le cordon sanitaire doit séparer l'Allemagne de la Russie si Berlin veut mener une stratégie plus pro-continentale.

La guerre froide est une vieille étiquette, maintenant les conditions sont différentes. De nouveaux termes sont apparus, comme «guerre cool» ou «deuxième guerre froide». Mais en fait, il s'agit d'une rivalité géopolitique. L'Occident joue un jeu de deux poids, deux mesures, et de dessous cachés.

**Comment expliquez-vous que l'OTAN continue sa politique d'extension vers l'est alors que de nombreux responsables occidentaux la considèrent comme obsolète, le président Macron définissant cette organisation en état de «mort cérébrale» ?**

En réalité, l'OTAN est un résidu de l'époque de la guerre froide. Macron a critiqué l'OTAN pour de nombreuses raisons. Tout d'abord, il n'existe pas de véritable politique de sécurité unifiée pour tous les membres. Les attaques terroristes à l'intérieur des pays de l'OTAN, dont la France, sont un signe de dysfonctionnement. L'immigration clandestine est le deuxième. Les flots d'extrémistes ainsi que de demandeurs d'asile et les réfugiés viennent de nombreux pays d'Asie et d'Afrique, et non de Russie. Des analyses de recherche ont indiqué que la promotion de cette migration (vers les pays d'Europe continentale) était dirigée depuis le Royaume-Uni et les États-Unis par certains groupes (en général, c'est une sorte de politique pro-Soros). Troisièmement, les conflits visibles entre les membres – la Turquie contre la Grèce est l'apogée visible de cette tendance. Ajoutons à cela la dépendance des pays de l'OTAN vis-à-vis des approvisionnements en provenance des États-Unis. Et enfin – les fausses histoires sur la menace provenant de la Russie. Les efforts de l'UE pour créer sa propre armée et ses propres institutions de sécurité ont aussi leur importance.

**Dans un de vos articles très intéressant et important, vous avez évoqué la présence de la « Mafia de West Point » qui est en liaison avec la « Silicon Mafia ». Le pouvoir réel aux États-Unis n'est-il pas constitué par ces deux mafias ? Sous le règne de ces deux mafias, peut-on encore parler de démocratie aux États-Unis ?**

Le complexe militaro-industriel est l'un des piliers de l'establishment américain depuis des décennies. Le deuxième est

le système bancaire. La Silicon Mafia semble être un nouveau joueur dont les ambitions changent la donne. La mafia de West Point est un phénomène temporaire, parce qu'elle reflète les efforts conjoints d'un groupe lié par des liens professionnels. Mais les conséquences peuvent être fixées pour les générations futures.

La Silicon Mafia est plus souple, et elle a peu de moyens, mais tous recherchent des fonds de l'État et du Pentagone. C'est un nouveau type d'économie connu sous le nom de zeta-capitalisme. Il faut mentionner les instituts de lobbying aux États-Unis pour avoir une vue d'ensemble. Mais qu'est-ce que la mafia elle-même ? Il s'agit d'éléments auto-organisés de la société avec un système de hiérarchie et des lois et coutumes propres. En général, elle a un caractère très autoritaire. Si le gouvernement ou les élus officiels ne sont pas capables d'organiser la vie politique et économique de manière adéquate, certaines personnes viendront imposer leur propre vision de la vie.

En fait, ces termes – West Point mafia et Silicon mafia – ont été proposés par des auteurs américains, et non par moi-même, qui présentaient une distanciation sociale et une attitude critique envers le gouvernement et le monde des affaires. Et la question est de savoir qui sert le peuple si le gouvernement devient une sorte de mafia ?

**Dans un de vos articles tout aussi instructif, vous évoquez l'omniprésence de groupes néonazis et satanistes tels que l'Ordre des 9 Angles, l'Église de Satan et le Temple de Set dans l'armée et les services de renseignement US. D'après vous, quel est l'impact de ces groupes au niveau de la décision politique et quel est leur degré de nuisance que ce soit au niveau des États-Unis ou au niveau mondial ?**

Cette situation reflète l'érosion des valeurs traditionnelles aux États-Unis en général. Au moins les confessions chrétiennes ont été les fondatrices de ce pays ainsi que la base sociale pour la stabilité politique. Maintenant, sous l'idée de tolérance et de liberté d'expression, certaines bandes d'obscurantistes et de pervers se sont incorporées dans différentes agences gouvernementales.

Les affaires impliquant des satanistes et des groupes occultes ne sont que la partie émergée de l'iceberg. D'autres questions doivent être posées, notamment en rapport avec les récents scandales. Qu'elle était l'identité religieuse de Jeffrey Epstein ? Quel est l'agenda développé dans les différents clubs politiques de haut niveau ? Comment toute la symbolique promue par le groupe Rockefeller a-t-elle affecté la politique et quelle signification exactement ont-ils donné à la partie visuelle de leurs propres projets ?

(Suite en page 12)



# interview

Dr. Leonid Savin :

## «Toute attaque contre un allié russe est une attaque indirecte contre la Russie»

●●●

La démocratie, c'est aussi la transparence. Si les États-Unis prétendent être un pays démocratique, ils devraient être en mesure de savoir ce qui se passe à l'intérieur du système de pouvoir, y compris au sein des forces armées et des organismes chargés de faire respecter la loi.

**Selon vous, la solution en Libye ne doit-elle pas être politique ? Tout le monde n'est-il pas perdant en cas de guerre ?**

Oui, bien sûr. C'est une guerre très étrange qui rappelle les guerres sales pour les ressources en Afrique entre mercenaires des pays occidentaux. Rien de bon pour le peuple libyen. La Libye est également un bon exemple de l'inefficacité des Nations unies, parce que 1) la chute de Kadhafi a eu lieu après la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies d'imposer un blocus autour de ce pays et qu'elle a suivi l'opération de l'OTAN et l'intervention des forces spéciales ; 2) aucun effort de stabilisation n'a été fait par l'ONU après l'effondrement de l'État libyen. Maintenant, la Libye est également devenue un lieu de guerre par procuration entre d'autres États. Et toutes les grandes puissances aimeraient ne pas en assumer la responsabilité.

**La Libye est devenue un sanctuaire de djihadistes. On évoque la présence de plus de 20 000 djihadistes qu'Erdogan a transféré de Syrie vers la Libye. Le combat contre les djihadistes en Libye et au Sahel ne doit-il pas être la priorité de tous les pays ?**

Le problème du djihadisme est une question très complexe. Au départ, il y a différents types de militants qui proclament l'idéologie djihadiste. En second lieu, il s'agit de personnes peu qualifiées, mais d'un autre côté, elles constituent un matériel utile pour les méthodes de la ligne dure d'ISIS appliquées en Irak et en Syrie. Les djihadistes peuvent être envoyés pour prendre les champs de pétrole ou les stations de raffinage. Mais ils ne peuvent pas faire tout le travail à eux seuls. Les hauts responsables doivent être impliqués. Souvenons-nous de la contrebande de pétrole en provenance d'Irak et de Syrie lorsque des caravanes de transport sont entrées en Turquie. En Libye, des routes maritimes et des pétroliers sont nécessaires. Il y a donc des intérêts économiques derrière la propagande facile et l'implication des services spéciaux. Comme je l'ai dit dans la réponse précédente, l'ONU est dysfonctionnelle. Les États africains ne sont pas assez puissants pour empêcher la propagation des conflits. Mais si les puissances occidentales n'interviennent pas, il y a probablement intérêt à maintenir ce conflit. Cette situation n'est qu'une option politique.

**Erdogan utilise des organisations composées de félons algériens qui ont été impliqués d'une manière directe dans le conflit syrien en étant avec Al-Nosra et Daech. Ces organisations ciblent aujourd'hui l'armée algérienne et les services de renseignement algériens. Ce cheval de Troie utilisé par Erdogan pour déstabiliser l'Algérie et instaurer un nouveau califat ottoman ne menace-t-il pas d'embranchement toute la Méditerranée, voire le monde ? Quelle est la position de la Fédération de Russie, alliée de l'Algérie, par rapport au jeu trouble d'Erdogan en Libye ?**

La Russie a une longue histoire de partenariat avec l'Algérie. Et maintenant, nous fournissons différents types d'armes et des instructeurs militaires pour les formations. Mais outre les tentatives d'infiltration par des agents turcs, il y a quelques extrémistes locaux ainsi que des activités re-

belles de groupes ethniques locaux (amazighs). L'esprit de la dernière guerre civile est également assez fort. À mon avis, il faudrait élaborer une nouvelle feuille de route pour la sécurité de la région. Elle doit comporter deux niveaux : un niveau méditerranéen avec la participation de pays européens et d'observateurs neutres (Russie, Chine) et une dimension maghrébine spécifique avec un ensemble de solutions ancrées dans les traditions et cultures locales. La région est bien connue pour ses traditions soufies et son enseignement de l'islam, qui ont tous deux besoin de renaître. Le djihadisme est dérivé des éléments rationnels et utilitaires de l'islam comme le wahhabisme en Arabie Saoudite. Il a été efficace pendant des années en raison de l'analphabétisme des gens dans certains pays et de l'aide financière qui a été interprétée comme un don d'Allah. Certains religieux extrémistes ont soutenu la justification de ces idées.

Il y a deux façons de briser ce cercle vicieux. D'en bas – par une éducation spirituelle de qualité, d'en haut – par l'appareil d'État.

La pensée islamique ne peut pas exister dans sa propre sphère uniquement, tout comme les traditions patriarcales russes (chrétiennes orthodoxes) ne peuvent pas être isolées du monde. Le polylogue devrait être mis en œuvre à un niveau diplomatique élevé. Les valeurs d'abord, les intérêts ensuite.

Quoi qu'il en soit, la Russie pourrait être plus impliquée dans le sens d'une coopération mutuelle. Lorsque le gouvernement syrien a demandé de l'aide, Moscou a analysé tous les risques et défis puis a soutenu officiellement Damas. Si le gouvernement algérien manifeste un intérêt similaire, la Russie devrait être officiellement invitée. Concernant les ambitions néo-ottomanes de la Turquie, c'est une épée à double tranchant. Ankara est intéressée à combler tout vide politique dans la région, en particulier sur les territoires de l'ancien empire ottoman. Mais il y a une résistance intérieure de la part des groupes pro-occidentaux et libéraux jusqu'au militantisme kurde. Il y a un risque de surtension pour la Turquie. Maintenant, la Turquie est confrontée à une crise supplémentaire autour de la question israélo-palestinienne et de la décision des Émirats arabes unis de reconnaître Israël. Les États-Unis soutiennent l'accord de Dubaï et de Tel-Aviv, ce qui signifie une pression accrue sur la Turquie et son allié régional, le Qatar. L'Égypte rejette également les ambitions de la Turquie et réprime la confrérie des frères musulmans à l'intérieur du pays qui est également source de djihadisme régional. Les tensions s'accroissent...

**La crise du Covid-19 a montré la faillite du système capitaliste avec l'arrêt de l'économie, le manque de matériel médical dû à la délocalisation des usines et à la désindustrialisation des pays capitalistes, la saturation du système hospitalier, l'amateurisme et la médiocrité des gouvernements occidentaux, etc. Ne pensez-vous pas que l'une des leçons majeures de la crise du Covid-19 est qu'il faut dépasser le système capitaliste ?**

La Covid-19 comme le conflit était un bon test pour évaluer l'efficacité des différentes nations et des différents types de gouvernance. Mais certaines entreprises ont exploité la crise du Covid pour promouvoir leur propre activité et faire plus de profits (comme Amazon par exemple). D'un autre côté, on estimait que le confinement n'était qu'un jeu et qu'il n'y avait pas de pandémie, la plupart des cas mortels étant la



conséquence de vaccinations organisées avant et surtout ciblées sur les personnes âgées car elles ont une faible immunité. À mon avis, Covid a également une dimension métaphysique. Il nous rappelle que tant de choses restent encore inconnues. Si nous nous concentrons sur les maladies et les virus, ce domaine est multicouche et interconnecté. Nous tuons un type de virus par des moyens médicaux et oublions que ce virus est l'ennemi d'autres types de virus, se propageant rapidement lorsqu'il n'y a pas de résistance naturelle. L'industrie de la viande (en particulier le segment des produits de haute technologie) a également un impact sur l'immunité de l'humanité. Mais la leçon à retenir est que les gens de tous les pays sont fermement opposés aux manipulations organisées sous le couvert de limites médicales ou d'une quarantaine nécessaire. Et le Covid-19 a également marqué l'échec de l'OMS. C'est la raison pour laquelle Donald Trump a pris la décision de quitter l'organisation. Et, oui, c'est aussi un échec du capitalisme. Parce que le capitalisme promettait une société bienveillante et sûre. En réalité, les pays développés sont très vulnérables et ne peuvent pas empêcher la propagation de maladies et de cas mortels. Les gens se demandent qui s'occupera de nous si le système de santé publique en est incapable ? Je sais que dans de nombreux pays européens, une censure a été imposée aux médias sur ce qu'il faut écrire et ne pas écrire sur la pandémie. On dirait une variante de 1984 d'Orwell. Nous assisterons à d'autres jeux politiques dans un avenir proche. Les récentes sanctions (encore une fois) contre la société russe qui a développé un vaccin contre la Coronavirus ne sont qu'un élément de cette guerre par d'autres moyens.

**Vous êtes chef de l'administration du mouvement eurasien international et membre de la société militaro-scientifique du ministère de la Défense de la Russie. Vous êtes un théoricien de l'Eurasie. Comment voyez-vous le monde et quel est le rôle de du mouvement eurasien international ?**

Avant tout, notre Mouvement est partisan de l'ordre mondial multipolaire. Cela signifie un autre système politique mondial. Nous développons des théories ancrées dans les traditions historiques, culturelles et religieuses pour justifier cette idée. Le professeur Dugin a proposé une quatrième théorie politique qui utilise le concept de Dasein de la philosophie de Martin Heidegger. Personnellement, j'ai proposé la théorie de la durabilité politique décrite dans mon livre « Ordo Pluriversalis : The End of Pax Americana and the Rise of Multipolarity ». Nous encourageons également les théories non occidentales des relations internationales.

Des collègues du département de théorie et d'histoire des relations internationales de l'université RUDN (ndlr : Peoples' Friendship University of Russia) font également ce travail.

Nous avons de nombreux contacts dans le monde et les personnes qui rejettent le néolibéralisme prédateur soutiennent nos idées. Il peut y avoir de nombreuses formes et décisions pratiques pour les systèmes de gouvernance uniques dans différentes parties du monde pour différents groupes ethniques et adeptes de nombreuses religions. Le type de démocratie libérale et de parlement n'est pas une panacée. L'écologie et l'activisme environnemental peuvent également être analysés d'un point de vue différent de celui proposé ces dernières décennies par la mentalité occidentale sous l'étiquette de Greenpeace et d'autres organisations similaires. Il est très important de se concentrer sur les questions non pas comme des consommateurs, mais à partir de la position de l'être entier, de l'éternité et de la liberté – ces aspects sont essentiels pour une perspective multipolaire et polycentrique. Et la réorganisation du système mondial lui-même est un processus très difficile et complexe. Il y a encore beaucoup de préjugés et de vestiges affectant notre conscience. La « désoccidentalisation » des esprits doit se faire en amont avant de discuter de nouveaux projets. En fait, il y a eu de nombreuses tentatives et nous pouvons utiliser certains fruits de penseurs non occidentaux pour la déconstruction de la fausse structure des Lumières. Le philosophe marocain Muhammad Abed Al-Jabiri a proposé sa propre vision avant le contexte du monde musulman. Son idée de l'al-akl al-arabiyya n'est qu'une étape pour repenser l'héritage de la philosophie occidentale. Le fondateur spirituel du Pakistan, Muhammad Iqbal, a également proposé un mode de participation active à la vie politique au quotidien. Son concept de khoudi est très prometteur. Parlons du Tao en politique, du redéveloppement de la philosophie précolombienne en Amérique latine, des pratiques africaines authentiques et de l'expérience nomade. Les saints chrétiens orthodoxes peuvent être de bons guides pour comprendre la crise actuelle.

Les penseurs russes classiques, de Fiodor Dostoïevski à Petr Savitsky (l'un des fondateurs du mouvement eurasien classique), sont également utiles pour un début théorique. En fin de compte, cela ne signifie pas que nous voulons détruire l'Occident. Nous sommes intéressés à aider l'Occident à se rouvrir, à se libérer des idées destructrices et à suivre sa propre téléologie sans prétendre être un modèle universel avec des valeurs nécessaires qui sont devenues de véritables anti-valeurs sous l'effet d'un émerveillement illusoire postmoderne.

(Suite et fin)  
Mohsen Abdelmoumen

**LITTÉRATURE  
ALGÉRIENNE**

**UNE DIZAINE  
DE FEMMES  
ÉCRIVAINES  
AMATRICES  
PRIMÉES**

Une dizaine de femmes ayant participé au concours des écrivaines et poétesses «amatrices» d'expression arabe et amazighe locale, dédié à la créativité féminine, ont été primées en présence des autorités de la wilaya. Organisé par la radio locale de Ghardaïa à l'occasion de la célébration du 20e anniversaire de son inauguration, en collaboration avec un sponsor local, en vue de soutenir et encourager les diverses créations littéraires et poétiques, le concours a pour objectif de détecter et de promouvoir les écrivaines et poétesses amatrices de la région, a soutenu le directeur de la radio, Ali Djeridi. C'est également une occasion de mettre en valeur la place prépondérante de la femme de la région et son apport au rayonnement culturel social et économique, a ajouté de son côté le sponsor, qui a préféré garder l'anonymat. Pour les organisateurs, l'évènement constitue un espace de communication et de promotion de la production et des œuvres littéraires des femmes, pour la plupart au foyer, et également un hommage plus que mérité pour la femme qui se distingue dans le domaine de l'écriture littéraire. Une lauréate a exprimé à l'APS «sa satisfaction et sa fierté» de voir de plus en plus de femmes adhérer à ce concours culturel et consacrer un grand intérêt à la dynamisation du champ culturel dans la région jadis exclusivement monopole de la gent masculine. Les dix lauréates de ce concours ont reçu des prix et des attestations à l'occasion de la célébration du double évènement de l'inauguration officielle de la radio locale (2001) et la Journée nationale de l'artiste 8 juin). Une centaine de femmes ont participé à ce concours, à travers des travaux littéraires en langues arabe et amazighe.

R.C.

L'écriture manuelle

## Serait-elle en voie de disparition ?



**Les gens n'ont plus besoin d'écrire, l'ordinateur est là, omniprésent partout, pour toutes sortes de messages à adresser en vue de communiquer.**

Tout le monde a remarqué qu'il y a moins de facteurs et quand il y en a un, c'est pour distribuer le menu courrier tant les personnes désireuses de parler aux leurs se trouvant au loin ne se servent plus de papiers sous enveloppes. Plus de lettres envoyées pour la bonne année et plus de cartes postales distribuées.

**A l'ère de l'écriture**

Ecrire est un art qui n'est pas donné à tout le monde. Il exige des qualités : savoir former les lettres, être rigoureux dans la construction des phrases, avoir le sens de l'enchaînement des idées, dire beaucoup en peu de mots, posséder un niveau moyen pour trouver les formules et les mots justes pour se mettre en valeur par rapport au destinataire. Depuis que les hommes ont commencé à écrire, aucun n'a réussi toutes ces qualités. La majorité n'en possède aucune si bien que lorsqu'arrive le moment d'écrire pour l'un d'entre eux, c'est le calvaire et un vrai. Quand il s'agit d'adresser une lettre à un parent, les plus méticuleux mettent plus d'une semaine pour que la lettre ait une forme correcte. Beaucoup passent par un écrivain public. D'autres pensent beaucoup mais ne trouvent rien à dire et quand ils sont beaucoup de choses à dire, ils ne trouvent pas les mots qu'il faut pour les exprimer. C'est à ce sujet qu'un auteur célèbre a dit : «Ce que l'on conçoit bien s'énonce clairement et les mots pour le dire arrivent aisément ».

Ceux qui n'arrivent à s'exprimer, ont un problème de conception. Ainsi, que de lettres très mal écrites ont fait rire leurs destinataires. Le côté de la forme est bien plus important que celui du fond. Mais une belle écriture ne suffit pas pour avoir un bon message, la formation des lettres de l'alphabet fait partie des connaissances comme le fait de savoir écrire sans faute chaque mot que l'on écrit. Dans l'ancien temps, avant l'invention de l'ordinateur, ceux que l'on chargeait ou qui se chargeaient eux-mêmes d'écrire une demande d'emploi, une lettre amicale, un télégramme ou tout autre texte, s'appliquaient en écriture ou à faire de belles phrases. Généralement, on réussit quand on fait l'effort de s'améliorer. On forme de belles lettres de l'alphabet en arabe et en français, en minuscules ou en majuscules. Les anciens écrivaient d'abord au porte-plume qu'ils trempaient dans l'encrier contenant l'encre de Chine ou toute autre variété d'encre. En arabe, on obtient différents caractères d'écriture dont les meilleurs relevaient de l'esthétique. La calligraphie est un art, au sens plein du terme, l'art de composer un texte à l'encre de Chine, avec les pleins et les déliés qui le rendent beau à voir n'est pas à la portée de tous. Pour écrire à l'encre de Chine, il faut tenir habilement la plume. Il semble impossible d'obtenir les mêmes résultats avec un stylo à bille d'aujourd'hui, en calligraphie. La plume s'impose et pas n'importe laquelle. L'écriture est porteuse d'indications précieuses sur l'état d'esprit et les qualités morales de l'auteur. Les graphologues sont là pour en apporter les preuves concrètes. Toutes les lettres qu'ils lisent leur apportent des informations sur le caractère de chaque personne qui a écrit. Ils vous diront par exemple, celui-là est d'un caractère nerveux, celui-ci se remarque par la manière de former chaque signe d'écriture. Ils passent à un autre auteur de

message écrit qu'ils trouvent calme, capable de concentration, et il en va de même de chaque écrit anonyme que des chercheurs ont analysé et qui confirment le jugement du graphologue. La graphologie infaillible en tant que science, a prouvé que l'écriture est largement représentative de l'état d'esprit de chacun. Mais, il y a un autre moyen efficace d'écrire sans faire de fautes. Cela commence à la première année où après une leçon de lecture, on demande à l'enfant d'écrire un mot lu. Le mot est reproduit sur l'ardoise et on demande à tout le monde de lever l'ardoise. Au début, il y a peut-être des erreurs, mais au bout d'un certain temps, l'enfant a appris à mémoriser les mots lus. Ce procédé appelé « procédé Lamarinière » valable pour toutes les langues qu'on enseigne est doublement efficace ; il développe la mémoire en installant un climat d'émulation ou de compétition en classe, il conduit au progrès, les enfants font tout pour être les meilleurs. C'est ce qu'on appelle la dictée, exercice de synthèse qui pousse l'enfant à être de plus en plus vigilant en ce qui concerne l'orthographe d'usage ou grammatical. Plus l'enfant grandit, plus on lui demande : d'abord des mots en 1ère année, des phrases en 3ème année, des phrases complexes en 5ème année, des textes au CEM. S'il y a un réel suivi pédagogique, il y a sûrement progrès sur le plan de l'écriture, du respect des règles d'orthographe. La dictée pour ceux qui en ont fait l'expérience est irremplaçable, à condition qu'elle soit perçue comme exercice de synthèse pour l'orthographe, la grammaire, le vocabulaire.

**A l'ère de l'ordinateur et de l'internet**

La plupart des enfants ne travaillent plus. Chacun a un portable sophistiqué pour être connecté en permanence et par écouteurs interposés. Il écoute la musique, suit de près les messages des autres. Il en envoie et de minables aux

autres, ses semblables. Il n'écoute pas les adultes éducateurs, car il est dans un autre monde bien plus intéressant pour lui et pour tous les jeunes branchés. Ce qu'ils écoutent, ce n'est pas les reportages instructifs, mais plutôt les clubs de rencontres avec tous les risques que cela présente. Il m'a été donné, grâce à un jeune, d'écouter et de voir des images d'un reportage sur la Méditerranée, quel régal pour les enfants qui le suivaient avec attention ! Mais la jeunesse d'aujourd'hui est branchée sur des sites dangereux pour leur santé morale. Il y a toutes les tentations malsaines dans l'internet. Allez demander à ces jeunes de bien suivre la dictée pour améliorer leur orthographe d'usage ou grammatical. On vous prendrait pour des déconnectés, des attardés mentaux ou des arriérés. Pendant le cours de mathématique, de physique, de sciences, ils sont connectés et en permanence. Il n'y a pas de limitation. A l'examen, ils s'assoient à côté des bons élèves pour se faire souffler quelques bonnes réponses, il y a de fortes chances pour que les médiocres réussissent par la tricherie. Ce qui a toujours fait la différence entre les individus lettrés et illettrés, c'est la manière de former les signes d'écriture. Les intellectuels ont chacun une façon d'écrire originale et un texte écrit avec soin par l'un d'entre eux, est clair, propre, élégant, c'est une œuvre d'art. Quant aux écritures illisibles parce que les caractères d'écritures difficiles à déchiffrer créent la confusion, c'est d'une lecture fastidieuse. On peut terminer en affirmant que chaque individu a son écriture, comme il a ses idées, ses pensées, sa manière de percevoir le monde, son caractère confirmant par-là que la vie est faite de différences. Mais, depuis l'avènement de l'ordinateur, l'écriture est devenue uniforme, sauf à l'examen où chaque candidat est obligé d'écrire de sa propre main et quels dommages.

**Abed Boumediene**

## Ligue 1 (26<sup>e</sup> journée) La JSS redevient dauphin et met la pression sur l'ESS

→ La JS Saoura a très vite reconquis sa place de Dauphin, au détriment du MC Oran, qui n'aura siégé finalement qu'une petite heure à cette deuxième place, après sa victoire contre le MC Alger (2-1), remportée samedi après-midi, pour le compte de la 26<sup>e</sup> journée de Ligue 1.

Le club d'El Hamri était en effet le premier à jouer ce samedi, et son précieux succès contre le Doyen lui avait permis de détrôner provisoirement la JSS, et de s'emparer seul de cette deuxième place avec 47 points. Mais la joie du MCO a été finalement de courte durée, car les gars de Béchar, qui ont joué une heure plus tard contre la JSMS, ont réussi à l'emporter (3-0), grâce à Messaoudi (15'), Boubekour (40') et Hamidi (51'), reprenant par la même occasion leur deuxième place, avec désormais 49 points. Ce qui les maintient dans un très bon couloir dans la course au titre. A noter que l'ancien joueur du MC Alger, Hicham Nekkache, qui évolue actuellement au MC Oran, a été l'auteur d'une assez belle prestation contre ses anciens camarades, en marquant notamment le deuxième but à la 84<sup>e</sup> minute. Le premier but oranais a été l'œuvre de Benali, à la 38<sup>e</sup> minute de jeu, alors que le MC Alger avait

arraché l'égalisation, l'espace d'un instant, par Tahar 83', soit une petite minute avant que Nekkache ne plante la deuxième banderille. Les autres matches de ce samedi ont également tourné à l'avantage des clubs hôtes, à commencer par le WA Tlemcen, qui a dominé l'Olympique de Médéa (3-1), grâce notamment à Touil, auteur d'un doublé aux 69' et 79'. De son côté, le NC Magra a battu l'USM Bel-Abbès grâce à un but unique, signé Demane en toute fin de match (88'), alors que le Paradou AC s'est incliné sur le même score dans son derby algérois contre le CR Belouizdad. Un précieux but, inscrit par Bouchar à la 33<sup>e</sup> minute, et qui permet au Chabab de se maintenir au pied du podium (4<sup>e</sup>/46 pts), au moment où le PAC recule à la 10<sup>e</sup> place, du classement général, avec 34 unités. De son côté, l'US Biskra s'est donné une grosse frayeur contre le RC Relizane, car après avoir confortablement mené au score (3-1), il a concédé un deuxième but devant Hellal Mohamed Walid, à la toute dernière minute du temps réglementaire. Ce qui l'avait obligé à disputer les quatre minutes de temps additionnel avec une certaine peur au ventre, surtout que le RCR n'avait rien voulu lâcher. Le score est finalement resté de trois buts à deux, jusqu'au coup de sifflet final, au grand bonheur de l'USB, qui rejoint l'AS Aïn M'lila à la 11<sup>e</sup> place avec 31 points, alors que le RCR reste scotché à la 16<sup>e</sup> place, avec seulement 26 unités au compteur. Vendredi, en ouverture de cette 26<sup>e</sup> journée, c'est le CS Constantine qui avait

réalisé la meilleure affaire, en allant s'imposer (3-2) chez le voisin AS Aïn M'lila. Un précieux succès en déplacement, qui lui a permis de hisser à la 6<sup>e</sup> place du classement général, avec 39 unités. Soit à égalité de points avec l'USM Alger et le MC Alger, alors que l'ASAM, qui avait relativement bien démarré la saison avant de traverser un long passage à vide continue à régresser au classement général, puisqu'il se retrouve désormais au 11<sup>e</sup> rang, avec seulement 31 unités au compteur. Pour sa part, et malgré l'avantage du terrain, l'ASO Chlef a été tenu en échec par le NA Hussein Dey (1-1), alors que les choses avaient relativement démarré pour lui, puisqu'il avait commencé par mener au score, et dès la huitième minute de jeu, grâce à un but précoce d'Ameur Bouguetaya. Mais s'était sans compter sur la ténacité des Sang et Or, qui luttent pour leur survie, et qui à force d'insister ont fini par arracher l'égalisation à l'ultime seconde du temps additionnel, grâce au défenseur Zine El Abidine Sebbah (90'+6). Un nul qui n'arrange aucune des deux équipes, car si les Chélifiens réalisent une toute petite progression (13<sup>e</sup>/28 points), le Nasria lui, reste scotché à sa 17<sup>e</sup> place, avec seulement vingt-deux unités au compteur. Cette 26<sup>e</sup> journée se clôturera avec le déroulement du Classico USM Alger - JS Kabylie, reporté à une date ultérieure en raison de la participation des Canaris à la Coupe de la CAF.

R. S.

Résultats :		
Vendredi, 18 juin :		
ASAM - CSC	2-3	
ASO - NAHD	1-1	
Samedi, 19 juin :		
MCO - MCA	2-1	
WAT - OM	3-1	
NCM - USMBA	1-0	
CRB - PAC	1-0	
JSS - JSMS	3-0	
USB - RCR	3-2	
Reporté :		
USMA - JSK		
Classement :		
	Pts	J
1. ES Sétif	53	25
2. JS Saoura	49	26
3. MC Oran	47	26
4. CR Belouizdad	46	24
5. JS Kabylie	42	24
6. USM Alger	39	24
- MC Alger	39	25
- CS Constantine	39	25
9. O. Médéa	38	26
10. Paradou AC	34	25
11. AS Aïn M'lila	31	26
- US Biskra	31	26
13. ASO Chlef	28	26
14. WA Tlemcen	27	26
- NC Magra	27	26
16. RC Relizane	26	26
17. NA Hussein Dey	22	25
18. USM Bel-Abbès	21	26
19. CABB Arréridj	17	25
- JSM Skikda	17	26

**EN DEUX MOTS**

**Lazio Rome : Mohamed Fares sur le départ**  
Le défenseur international algérien de la Lazio Rome (Serie A italienne de football), Mohamed Fares, pourrait quitter la formation romaine après seulement une seule saison à la Lazio, selon le journaliste italien Alfredo Pedullà, expert en mercato. D'après la même source, le latéral gauche de 25 ans ne rentre pas dans les plans du nouvel entraîneur du club, Maurizio Sarri, lui qui a remplacé Simone Inzaghi à la barre technique, soulignant que trois clubs italiens se sont déjà renseignés sur le défenseur algérien, à savoir le Torino, Cagliari et la Fiorentina. Fares, qui a rejoint la Lazio en provenance de la SPAL l'été dernier contre la somme de 10 millions d'euros, a disputé 29 matches toutes compétitions confondues la saison dernière, dont six en Ligue des champions. Par contre, il n'a débuté que 19 matches comme titulaire et a joué en intégralité seulement 4 matches en 19 titularisations. Pour rappel, Fares compte 10 matches en sélection, mais sa dernière remonte au mois d'octobre 2019 contre le Nigeria.

## Ligue 2 Le HBCL au tournoi des play-offs, le RCA s'en approche

→ Le HB Chelghoum Laid, vainqueur sur le fil de son dauphin l'USM Annaba (1-0), a décroché le titre du groupe «Est» de Ligue 2, de football, à l'occasion de la 21<sup>e</sup> journée disputée samedi, rejoignant ainsi le champion du groupe «Ouest», le MCB Oued Sly, déjà sacré, alors que le verdict du groupe «Centre» sera rendu la semaine prochaine, où le RC Arba est en ballottage favorable devant son concurrent direct, la JSM Béjaïa. Tout s'est joué au niveau du groupe «Est» après le sacre du HB Chelghoum-Laid, qui, en accueillant son poursuivant direct, l'USM Annaba, a dû attendre le temps additionnel pour planter une banderille mortelle qui offre au Hillal, le droit de disputer les play-offs d'accession en L1. Même pour la relégation, les dés sont jetés puisque le quatuor devant quitter ce

pallier est désormais connu. Il s'agit du MSP Batna, du DRB Tadjenanet, du CRB Oued Djellal et de l'AS Khroubs. Cette dernière malgré sa victoire en déplacement (3-1), n'a pu sauver sa peau. Au niveau de ce groupe, la 22<sup>e</sup> et dernière journée prévue samedi prochain sera donc sans enjeu. Ce n'est pas le cas au niveau du groupe «Centre» où le ticket des «play-offs» est toujours en suspens. La surprise de cette avant-dernière journée est venue de Béjaïa, où la JSMB, qui partageait la 1<sup>re</sup> place avec le RC Arba, s'est faite accrochée par une volontaire équipe de l'ES Ben Aknoun. Cette dernière qui a ouvert le score dès l'entame du match, a résisté héroïquement jusqu'au temps additionnel avant d'encaisser le but égalisateur. Ce but pourrait être insuffisant pour

les Béjaouis, qui se retrouvent désormais, en 2<sup>e</sup> position à deux longueurs du RC Arba vainqueur de l'autre club de Béjaïa, le MOB (2-0). Pour le RCA, son prochain adversaire est largement à sa portée, en l'occurrence la lanterne rouge l'USM Blida, alors que les Bougiotes seront en déplacement à M'sila, dont le club local, le WSM est également relégué. Pour la descente, il faudra attendre l'ultime journée pour connaître les deux compagnons de Blida et de M'sila. Trois clubs ont l'épée de Damocles sur leur tête, à savoir le CR Beni-Thour (28 pts), l'A. Bousaâda et l'IB Lakharia (26 pts) et ce malgré leur victoire ce samedi devant respectivement l'USM Harrach (4-1), le WB M'Sila (2-1) et l'USM Blida (1-0).

Dans le groupe Ouest, les jeux sont déjà faits, puisque l'unique billet donnant accès aux play-offs tant convoité a été pris par le MCB Oued Sly, alors que quatre clubs sont en ballottage défavorable pour accompagner l'USM Remchi et l'OM Arzew au palier inférieur. Il s'agit du CRB Aïn Oussera (24 pts), RCB Oued Rhiou (23), SC Aïn Defla (22) et IRB El Kerma (21) qui en découleront pour éviter les deux places du purgatoire. Le tournoi «play-offs» pour l'accession en Ligue 1, se jouera à partir du 2 juillet prochain entre les champions des trois groupes. Seuls deux clubs bénéficieront du fameux sésame de l'élite du football national.

Résultats :			GROUPE OUEST			GROUPE EST			GROUPE CENTRE					
MCBOS - CRBAO	2-0		9. SC Ain Defla	22	21	USMK - DRBT	4-2		1. HB Chel. Laid	43	21	1. RC Arbaâ	40	21
OMA - CRT	1-3		10. IRB El Kerma	21	21	HBCL - USMAn	1-0		2. CR Témouchent	43	21	2. JSM Béjaïa	38	21
IRBEK - ASMO	1-1		11. US Remchi	19	21	NRBT - USC	3-0		3. ASM Oran	39	21	3. MO Béjaïa	35	21
RCBOR - JSMT	3-1		Relégué			CRBOD - ASK	1-3		4. JSM Tiaret	36	21	4. WA Boufarik	32	21
SKAF - USR	0-0		12. OM Arzew	11	21	MSPB - CAB	1-0		5. MC Saïda	31	21	- RC Kouba	32	21
MCS - CSAD	3-0		Relégué			MOC - MCEE	0-1		6. SKAF Khemis	27	21	6. USM El Harrach	31	21
									7. ES Ben Aknoun	30	21	7. ES Ben Aknoun	30	21
									8. CR Beni-Thour	28	21	8. CR Beni-Thour	28	21
									9. A. Bousaâda	26	21	9. A. Bousaâda	26	21
									- IB Lakharia	26	21	- IB Lakharia	26	21
									11. WR M'Sila	17	21	11. WR M'Sila	17	21
									Relégué			Relégué		
									12. USM Blida	9	21	12. USM Blida	9	21
									Relégué			Relégué		
									Relégué			Relégué		

**LA NR**  
LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE

Quotidien national d'information. Edité par la Sarl SEDICOM au capital social de 100 000 DA. Rédaction - Direction - Administration : Maison de la Presse, 1, rue Bachir Attar. Place du 1<sup>er</sup>-Mai - Alger. Tél. : 021 6710.44 / 6710.46 Fax : 021 6710.75. Compte bancaire : CPA 103 400 08971.1. 114, rue Hassiba-Ben Bouali, agence Les Halles.

**Membres fondateurs :**  
Gérant, directeur de la publication: **Abdelwahab Djakoune**. Rédacteur en chef : **Radia Zerrouki**. Directeur commercial : **Ouahid Kouba**.

Composition **PAO La Nouvelle République** Impression Alger : **SIMPRAL**. Tirage : 2500 exemplaires 16 - Pages

Oran : **SIO**. Constantine : **SIE**. Diffusion centre : **SEDICOM**. Ouest : **SPDO**. Est : **El Khabar**. Sud : **Trag diffusion** Publicité : **La Nouvelle République**, Maison de la Presse. Tél. : 021 6710.72. Fax : 021 6710.75. E-mail : [lnr98redaction@yahoo.fr](mailto:lnr98redaction@yahoo.fr) / E-mail pub : [lnr98publicite@yahoo.fr](mailto:lnr98publicite@yahoo.fr) - ANEP Spa : 1, avenue Pasteur, Alger. Tél. : 021 73.76.78 - 021 73.71.28. Fax : 021 73.95.59 - 021 73.99.19.

Conception : **Studio Baylaucq**, Paris, France. Tél. : +331 44.90.80.40. Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation.

**en direct**

**Lazio Rome**  
 Mohamed Fares sur le départ

**le match à suivre football**

**Ligue 1 (26<sup>e</sup> journée)**  
 La JSS redevient dauphin, et met la pression sur l'ESS

**Ligue 2**  
 Le HBCL au tournoi des play-offs, le RCA s'en approche

Demi-finale aller de la Ligue des champions

# L'ES Tunis piégée à domicile par le Ahly

→ **Fallait-il s'attendre à ce que la demi-finale aller de la Ligue des champions s'engage sur le signe de la violence et non de la sportivité ?**

Le duel qui a opposé l'Espérance de Tunis au Ahly du Caire ce samedi 19 juin était programmé pour 17 h (heure algérienne), mais finalement, il n'a été engagé qu'avec une heure de retard au stade Hammadi-Agrebi de Radès après que des affrontements dans les gradins entre des fans de l'EST et les forces de l'ordre aient eu lieu. «Les forces de l'ordre étaient contraintes d'utiliser du gaz lacrymogène, ce qui a perturbé l'échauffement des joueurs, notamment d'Al Ahly, atteints par les gaz et contraints de rentrer au vestiaire».

L'entrée en matière de cette importante rencontre a failli faire retarder bien plus le coup d'envoi.

Tenant du titre, Al Ahly a pris une grosse option sur une participation à une nouvelle finale de la Ligue des champions en s'imposant sur le terrain de l'Espérance Tunis (1-0). Les Egyptiens étaient les premiers à se procurer les premières situations et mettre la pression sur les locaux qui donnaient des signes de déstabilisation bien que Ben Cherifia mettait en échec Mohamed Sherif qui se voyait ensuite refuser un but pour hors-jeu.

Deux équipes qui ne donnaient nullement l'impression de venir de nulle part mais, elles voulaient arriver à des standards de très haut niveau, tout au long de la partie qui ne fut pas facile, puisqu'il s'agissait pour les Tunisiens de s'envoler vers le Caire avec une victoire dans le cadre du match retour.

On remarquait sur le terrain cette philosophie de jeu avec le ballon chauffé pour énerver et déstabiliser l'équipe visiteuse.



■ Le Ahly, un pied en finale.

(Photo > D. R.)

Sauf que cette équipe égyptienne se trouve être suffisamment rodée à de pareilles rencontres et qu'il est difficile de croire venir à bout, et pour preuve, le club cairote montait en puissance et faisait mouche sur des contres mettant souvent en danger le gardien de l'EST.

A la 67<sup>e</sup> lancé par Dieng à la limite du hors-jeu, Mohamed Sherif s'en allait battre Ben Cherifia en deux temps et avec l'aide du poteau (0-1, pour offrir un gros avantage avant la manche retour dans une semaine en Egypte.

L'autre match de la soirée n'est autre que celui qui avait mis en duel les deux formations le Wydad Casablanca et les Kaizer Chiefs. Un match qui aurait pu être en la faveur des Marocains, si ce n'est l'absence

d'un jeu collectif emporté tout au long de la rencontre par des actions individuelles. Immense déception pour le Wydad Casablanca qui se fait douter.

Il était pourtant donné favoris. «On a tous cette envie d'aller le plus loin possible, de gagner chaque match, ce qui fait, peut-être, la différence entre chaque équipe, c'est le talent. Nous avons l'esprit de la gagne, on le travaille, il est dommage que l'on perde une rencontre africaine sur notre terrain. C'est ce qui fait mal et aujourd'hui, c'est le cas, nous devons tout refaire et revoir nos stratégies», déclarait le capitaine de l'équipe du WAC.

Les hommes de Faouzi Benzarti ont concédé cette très mauvaise opération en s'inclinant à domicile contre les Kaizer

Chiefs (0-1). «Les locaux nettement dominateurs, les Marocains ont eu plusieurs opportunités pour prendre les devants mais le gardien des Sud-Africains, Bvuma, a réalisé une magnifique claquette pour détourner une tête du Libyen Ellafi. En face, les Amakhosi ont fait preuve d'un maximum de réalisme et, sur un contre, Blom a servi le Serbe Nurkovic, oublié en pleine surface et qui a fusillé Tagnaouti (0-1, 34<sup>e</sup>). Un but d'abord annulé à tort en raison d'un hors-jeu inexistant, mais finalement validé par la VAR à juste titre».

**H. Hichem**

**A voir**

■ TFI : Finlande - Belgique à 20h

■ BeIN Sports 2 : Russie - Danemark à 20h

**La Der**

## Euro : L'ogre allemand se réveille et dévore le Portugal

Sonnée par sa défaite inaugurale contre la France (1-0), l'Allemagne a magistralement redressé la tête samedi à Munich avec une victoire par KO 4-2 sur le Portugal, qui laisse le groupe F de l'Euro totalement ouvert après le nul des Français (1-1) à Budapest contre les Hongrois.

«On ne va pas se jeter à l'assaut aveuglément. Nous ne pouvons pas négliger la défense», avait répondu Joachim Löw vendredi à une question sur sa tactique, après avoir déploré le «manque de prise de risques» contre les Bleus. Morts de faim et d'envie de se racheter, ses joueurs ne l'ont pas vraiment écouté.

Ils sont entrés dans le match comme des boulets de canon. On n'avait pas encore joué cinq minutes, et les Portugais

avaient à peine touché le ballon, lorsque le latéral gauche Robin Gosens a marqué ce qui aurait pu être le plus beau but de l'Euro – une reprise de volée en ciseaux à l'horizontale dans un angle difficile – si la VAR n'avait pas sanctionné une position de hors-jeu de Gnabry.

Et puis le coup de tonnerre, le premier de ce match un peu fou. Sur le tout premier contre portugais, Jota prend la défense allemande de vitesse, sert Ronaldo, qui ouvre le score (0-1, 15e). Explosion de joie dans la tribune derrière le but de Neuer, l'autre des supporters de la Seleçao.

Mais l'Allemagne avait son plan. Tenir derrière, et mettre le feu devant, ce qu'elle avait eu peur de faire contre la France. Les deux buts de la Mannschaft avant la pause ont été

marqués contre leur camp par Ruben Dias (1-1, 35e) puis Raphaël Guerreiro (2-1, 39e). Pas par hasard : Dias était sous pression de Havertz, et Guerreiro n'a servi que de bande de billard sur un boulet en retrait de Kimmich.

La pause n'a éteint ni la rage ni l'audace des Allemands. Gosens, l'homme de l'Atalanta Bergame, que l'absence d'aillier nominal dans l'équipe laisse libre de jouer très haut (comme Kimmich à droite) a servi un énième centre tout en puissance, repris victorieusement par Kai Havertz (3-1, 51e). Avant de se récompenser de son match énorme en marquant son propre but, de la tête, sans être rattrapé au vol par la VAR cette fois (4-1, 60e). Diogo Jota en a profité, pour réduire le score (4-2, 67e).